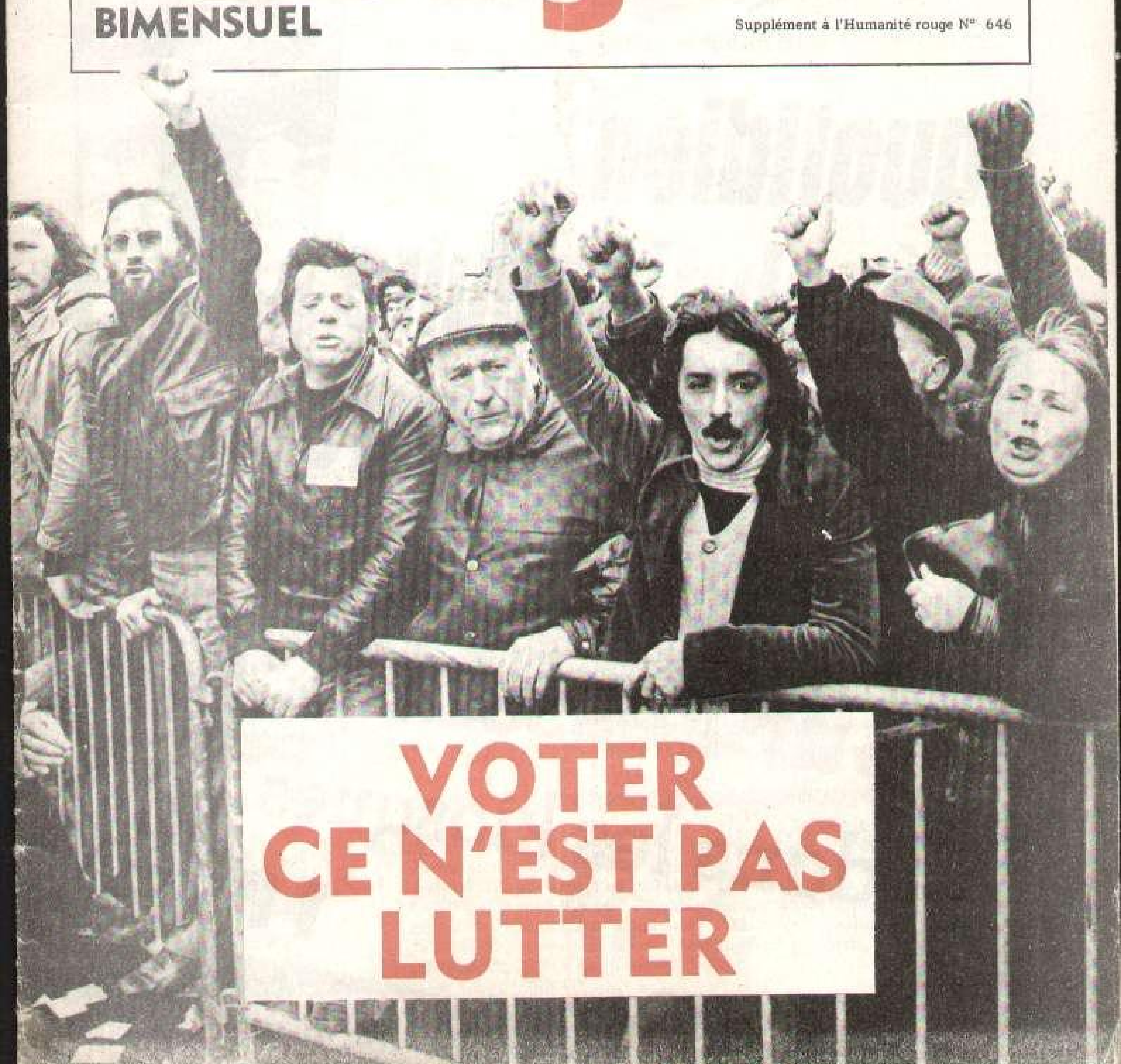
N° 1 – 17-30 mars 1977

3 F

# l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplément à l'Humanité rouge N° 646



# VOTER CE N'EST PAS LUTTER







Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France


## Dans ce numéro


### Après les municipales

*Editorial ..................... page 4*
*Ce qui se prépare ............... page 5*
*La prochaine carte de la bourgeoisie page 6*
*PC-PS : les divergences demeurent ... page 7*
*Nouvelles intérieures ............. page 8*

Révisionnisme

*«L'eurocommunisme», le miroir aux alouettes ................ page 9*
*Italie – Les mésaventures du social-fascisme ................ page 9*
*Madrid – Quand la montagne accouche d'une souris ........... page 10*

International

*URSS, Tchécoslovaquie, Pologne...*

### Le social-fascisme au quotidien

*URSS, la classe ouvrière dans les asiles ................ page 11*
*La charte des 77 ............... page 12*
*Pologne : document .............. page 12*
*Le sommet afro-arabe ............ page 14*
*Djibouti, producteurs de sucre, Palestine ............ page 15*

La France des luttes

*On peut gagner nos revendications page 19*

Syndicats

*La CFDT, les élections municipales et le débat politique*
*Elections chez Renault : la CGT en déclin ............ page 21*

Conditions de vie

*Hausse des prix ................ page 22*

En bref ..................... *page 23*

Travailleurs immigrés

### Mauriciens sans papiers en France

*page 24*

Culturel

*Presse – La campagne antichinoise page 26*
*Cinéma – «Pain et chocolat» ..... page 27*
*Musique – Jeunes musiciens face à la crise ................ page 28*
*Livre – «Rencontre avec un paysan révolutionnaire» ........ page 30*
*Sciences – Déchets nucléaires .... page 31*
*Histoire – «Vive la Commune» .... page 32*



L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226 72 La Source

*Photo de couverture : Manifestation contre Barre dans le Sud-Ouest.*

*Directeur politique* : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction* : Claude Liria. *Maquettiste* : Alexis Vert. *Dessinateur* : Silvestre. *Illustration* : Jean-Luc Boyer. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie La Nouvelle.*

Après les municipales

*Editorial*

# Rivaux, mais frères avant tout

Depuis des semaines, la division profonde apparue au sein de la majorité gouvernementale a constitué un événement commenté abondamment en France mais aussi à l'étranger. Tant ses conséquences sur la politique suivie par la grande bourgeoisie sont importantes. Cela concerne directement la classe ouvrière et toutes les couches laborieuses de la population de notre pays car il s'agit de savoir quelle idée les capitalistes monopoleurs ont derrière la tête. Pour les dirigeants du PCF, les choses sont réglées : il s'agit d'une mise en scène... et c'est normal puisqu'ils pourraient bien être les dindons de la farce.

Bien sûr, s'il s'agit de savoir si Chirac, Giscard et Cie sont pour la défense du système capitaliste, les choses sont simples : comment s'étonner qu'ils soient d'accord sur ce point ? Encore faut-il ajouter que Mitterrand lui aussi partage leur point de vue puisqu'il a, voici à peine 15 jours, fait des déclarations «fracassantes» pour défendre entre autres choses l'économie de marché : Mitterrand, Defferre et Cie n'ont pas plus de contradictions de fond avec Giscard, Chirac et Cie que le «socialisme» à la «suédoise» n'en a avec le «libéralisme avancé» : ce sont toujours les mêmes qui triment et qui trinquent : les «petits» et toujours les mêmes qui s'engraissent et qui oppriment : les riches.

Quant à Georges Marchais et à ses acolytes qui se prétendent communistes de quel côté les voyez-vous, vous ? Du côté de Lénine, défenseur inlassable de la dictature du prolétariat, du côté de la Commune de Paris de 1871, premier État de dictature du prolétariat, ou bien du côté de ceux qui ont toujours été affolés par le pouvoir ouvrier, par sa résolution et sa fermeté contre la bourgeoisie ?

En vérité, beaucoup de gens se demandent à juste titre ce qu'ils ont de «communiste», car être communiste, ça ne consiste pas à avoir de la classe ouvrière plein la bouche, ni même à s'apitoyer sur le sort des masses populaires...

Donc les choses sont claires. Tous ces leaders politiques sont des représentants de la grande bourgeoisie ou de l'aristocratie ouvrière des remparts du système capitaliste. Pourtant ils ont des contradictions... alors ?

D'abord, il faut combattre une idée assez répandue selon laquelle l'âpreté des disputes entre la majorité et l'Union de la gauche constitue une preuve du caractère «progressiste» de cette dernière. Depuis qu'existent en France un parlement bourgeois et une gauche et une droite parlementaires, des affrontements extrêmement vifs les ont toujours opposés en paroles... Cela n'empêcha pas la «gauche» en 1870-71 de se retrouver aux côtés des Versaillais contre les Communards ou encore les socialistes de se retrouver d'accord avec la droite pour exiger, selon l'expression du ministre socialiste Sérol «une balle dans la nuque pour les communistes».

C'est bien sur la politique à appliquer pour maintenir son pouvoir de classe que la grande bourgeoisie est divisée. Mitterrand, tirant les leçons du printemps de 1968 et des accords de Grenelle notamment, signa en 1972 le Programme commun. Cette entreprise consistait à utiliser pleinement les capacités d'encadrement de la classe ouvrière par le PCF : la CGT adoptant officiellement l'objectif du Programme commun : une belle opération de tromperie puisqu'on veut persuader les travailleurs que l'issue politique de leurs luttes de classe, c'est ce fameux Programme commun, un programme intégralement bourgeois.

Avec l'aggravation de la crise et des frais qu'en font les travailleurs, les aspirations au changement radical se développent et la politique de la bourgeoisie s'adapte à la situation. En 1974, le grand capital a choisi Giscard, son «libéralisme avancé» et ses réformes de façade. Mais il avait aussi mis des œufs dans le panier Mitterrand.

Mitterrand, c'est la roue de secours.

Une roue de secours dangereuse pour les uns, ceux du RPR, utilisable pour les autres...

Mais on ne manipule pas comme ça des millions de travailleurs, les manifestations révolutionnaires qui ont frappé le PC italien, partisan de l'austérité l'ont montré...



# Ce qui se prépare

**Les commentaires vont bon train sur le premier tour des élections municipales, à en croire que toute la vie de notre pays repose sur cet évènement. Les résultats sont toutefois intéressants pour voir quelle ligne politique bourgeoise l'emporte sur l'autre, et à un niveau qui dépasse les municipales.**

En fait, les résultats du premier tour doivent nous pousser à être attentifs face à deux faits : la montée de l'Union de la gauche et le développement de la crise au sein de la «majorité».

## MONTEE DE L'UNION DE LA «GAUCHE»

La «majorité» n'a pas fait véritablement de percée. Par contre, les tenants du Programme commun ont d'ores et déjà pris quelques municipalités. Citons Conflans-Saint-Honorine, Le Creusot, Chartres, Beauvais, Houille, Roanne, Romans, Valence, Villefranche, Tarbes et notamment Brest, Créteil, Dreux, Mantes-la-Jolie, Pessac et Poissy (villes de plus de 30 000 habitants).

Cette liste montre bien qu'il y a une victoire électorale de la gauche. De plus, la grande majorité des villes de cette liste auront un maire PS. C'est en effet, ce parti qui sort grand vainqueur. L'élection d'Hernu à Vileurbanne le prouve. Ainsi, le PS continue à grandir au sein de l'Union de la «gauche», ce qui n'est pas le cas du PCF.

### CRISE ACCENTUEE DANS LA MAJORITE

Il était clair qu'une crise existait au sein de la «majorité». Elle se confirme du fait que le candidat «gouvernemental» à Paris (d'Ornano) arrive derrière Chirac, sauf dans quelques arrondissements comme le XVIIIe. A la télévision, Chirac s'est présenté comme le sauveur de la droite face à la montée de la «gauche». Les grandes déclarations d'amour Chirac-d'Ornano ne peuvent cacher que la crise se développe, vu les problèmes qui restent en suspens dans bien des domaines.

### L'ENJEU DES ÉCOLOGISTES

L'aspiration des travailleurs à vivre dans des conditions décentes s'est concrétisée par l'important score des écologistes. Sans doute, beaucoup d'électeurs ne se retrouveront pas dans les prises de position plus ou moins ouvertement favorables au Programme commun de plusieurs leaders écologistes. Il ne faut pas que ce mouvement devienne un moyen pour le Programme commun de drainer des voix.

Ce qui se passe entre les différents clans de la bourgeoisie de droite ou de «gauche» ne nous laisse pas indifférents.

Des changements sont en cours à ce niveau et s'accéléreront. Les travailleurs doivent être vigilants face aux manœuvres de ces bourgeois, face auxquels on ne peut nourrir aucune illusion.




# La prochaine carte de la bourgeoisie

Quelle va être la suite des élections ? En particulier, y aura-t-il ou non des élections législatives anticipées ? La question est loin d'être farfelue, quels que soient les «démentis» apportés par Giscard. Les élections, en effet, ont un rôle bien précis : d'une part elles servent de soupape de sécurité pour les explosions de colère populaire, d'autre part elles servent à donner un appui «populaire» aux institutions du capitalisme.

Les deux aspects n'échappent pas aux stratèges de la bourgeoisie. C'est ainsi qu'un économiste capitaliste a pu déclarer que le gouvernement doit ou bien atténuer le chômage ou bien provoquer des élections. Quant à François Mitterrand, il a répété à l'issue du premier tour des municipales : «La décision des Français aujourd'hui même et dimanche prochain, va contraindre le président de la République à réfléchir quel sera le meilleur moment pour constater que sa majorité a perdu». Intéressante déclaration... Elle souligne que Giscard ferait bien de penser à renvoyer sa majorité...

Giscard y songe depuis un moment, à tel point qu'il a provoqué la démission de Jacques Chirac l'été dernier. Raisonnant en social-démocrate, Giscard s'est dit que le seul moyen d'éviter la révolution, c'est de faire des réformes... plus de «social» comme disent ces messieurs. Politiquement, Giscard a constaté que l'UDR grognait de plus en plus contre ses «réformes» qui désorientent l'électorat de droite et sont impuissantes à gagner les électeurs de gauche. L'affaire du vote sur les plus-values à l'assemblée lui a démontré qu'il n'avait pas réussi à giscardiser l'UDR.

### L'UDR N'A PAS ETE GISCARDISEE

Pendant que giscardiens et UDR essayaient de régler le problème de leur rapport de forces, entre 1974 et 1976, des sondages préfectoraux et des luttes de masses dans le Midi viticole, en Corse, où les petits paysans recouraient au fusil, apportaient des nouvelles alarmantes pour le gouvernement... ce fut la cassure. Pour Chirac, il fallait d'urgence convoquer des élections anticipées, s'assurer un appui des électeurs pour renforcer l'autorité du pouvoir capitaliste affaibli par les divisions entre les partis bourgeois.

Mais Giscard posait et pose toujours le problème autrement. Pour lui, il s'agit de resserrer la collaboration des différents partis bourgeois : il a lui-même invité à plusieurs reprises les dirigeants de l'Union de la gauche à lui rendre visite, et récemment il se plaignait, lors de son voyage en Bretagne de l'«impolitesse» de la vie politique française. Tout indique qu'il souhaiterait obtenir une opposition beaucoup plus liée au gouvernement comme c'est le cas en Angleterre. Pour Giscard, Poniatowski, Lecanuet, l'alliance avec le Parti socialiste permettrait d'atteindre cet objectif : c'est ce qui explique que leur intention est de casser l'Union de la gauche : de là leur double jeu.





D'un côté ils font semblant de considérer la «majorité» comme unie, de l'autre ils préparent en coulisse une nouvelle majorité «centriste-socialiste».

### DESORDRE PARTOUT

Finalement, c'est plus qu'une cassure qui est apparue avec les «municipales»... Qui peut s'imaginer que les disputes violentes qui ont opposées les deux clans de la majorité vont s'oublier. D'autant plus que Giscard est président, mais le RPR s'est confirmé plus puissant, notamment en battant d'Ornano à Paris.

Non la défaite des giscardiens et la poussée socialiste ne vont pas apaiser la bataille de clique au sein de la majorité, au contraire, ells devraient renforcer Giscard dans l'idée qu'il faut tendre plus vite la main aux socialistes et accélérer les réformes.

De leur côté, Chirac et le RPR ne vont pas manquer d'exiger de Giscard qu'ils considèrent comme leur otage, une campagne plus ferme contre les socialistes . Chirac devait ainsi déclarer le soir du premier tour :

C'EST MOI LE CHEF
GISCARD N'A PLUS QU'A DÉCAMPER

«... Lorsqu'on fait un effort important pour lui donner confiance en elle-même (la majorité), alors on résiste parfaitement à la poussée de la gauche».

Tout indique que les partis de la bourgeoisie vont être pendant quelques temps de plus en plus divisés surtout quand on sait que Mitterrand, Defferre, Hernu ont de leur côté tenu la dragée haute au PCF.

La situation est bonne pour la classe ouvrière et les travailleurs, s'ils savent apprendre pendant cette période que les partis de la majorité comme ceux du Programme commun sont tous des partis bourgeois et s'ils savent déjouer les ruses politiques du grand capital.

# *PC-PS : les divergences demeurent*




***Les résultats des élections municipales auront finalement profité à chacun des deux partis de la fausse gauche. Le PS, comme cela était prévisible, en est cependant le grand vainqueur en s'emparant de 23 nouvelles municipalités de plus de 30 000 habitants. Depuis la signature du Programme commun, le PS est ainsi devenu le premier parti électoral de la bourgeoisie. Le PCF pour sa part, tire également parti de cette élection, puisqu'il prend la tête de 9 nouvelle villes de plus de trente mille habitants. Par ailleurs, son alliance avec le PS lui permet de participer au conseils municipaux de nombreuses villes. Ceci constituera une consolation pour les dirigeants du PCF après les multiples échecs électoraux qu'ils ont enregistrés ces dernières années et confirme que la politique d'union avec le PS est pour***

*PC–PS (suite)*

*eux la seule voie leur permettant d'espérer l'accès au pouvoir.*

*On pourrait donc en conclure que tout va pour le mieux dans ce monde-là. Ce serait oublier qu'entre ces alliés, qui ont besoin l'un de l'autre pour accéder au gouvernement, les contradictions demeurent. Ce n'est évidemment pas un hasard si dans plusieurs endroits des dirigeants du PS ont refusé tout accord électoral avec le PCF. C'est le cas de Mitterrand à Château-Chinon, de Defferre à Marseille, d'Hernu à Villeurbanne. C'était là une façon de montrer que le PS est bien le chef de file de l'Union de la gauche et a l'intention d'imposer son point de vue.*




*Les élections municipales, après d'autres, ont montré que le rapport de force au sein de la fausse gauche évoluait de plus en plus en faveur du PS. On n'ignore pas que sur différentes questions (de politique internationale notamment), PCF et PS ont des points de vue opposés. Dans la perspective des législatives, il faudra bien que ces problèmes soient mis sur le tapis, en particulier celui de l'élection du parlement européen au suffrage universel. Et c'est bien pourquoi chacun continuera à chercher à consolider ses positions au détriment de l'autre.*

*Tel est le lot des alliances qui ont pour seul but de permettre à leurs partenaires de parvenir au pouvoir sur le dos du peuple.*

# Nouvelles intérieures

## • L'indignation des défenseurs de Concorde

Dans le texte de l'appel du comité de soutien à «Concorde» publié par «La Dépêche du midi», et adressé aux impérialistes US, on peut lire : *«Nous avons appris à l'école que votre pays est une terre de liberté d'où est exclue l'intolérance et où chacun peut courir sa chance à égalité avec les autres. Aujourd'hui, vous semblez renier ces principes...»*

Ces gens qui s'émeuvent tant pour Concorde ignorent sans doute que c'est dans ce pays de «tolérance» que le jeune combattant antiraciste Gary Tyler est condamné à mort. Le racisme aux USA, cela ne les émeut guère. Normal, leur indignation n'a qu'une cause : la menace pour leurs profits.

## • Une évasion sans problèmes

Quand il avait été arrêté, le «cerveau» du hold-up de la Société générale de Nice était tout sourire, paraissant convaincu de son impunité. Les faits semblent lui avoir donné raison puisque le 10 mars il réussissait une évasion sans problèmes.

Une évasion trop bien réussie pour avoir pu s'effectuer sans importantes complicités. Seul en compagnie du juge d'instruction et de son avocat, il a pu ouvrir une fenêtre et s'échapper, accueilli par un complice qui l'attendait sur une moto... Et voilà, le tour est joué. Il est vrai que Spaggiari, ganster et fasciste, a toujours eu des relations fort bien placées. N'est-ce pas en effet le ministre au Tourisme, Médecin, qui le fit adhérer aux Républicains indépendants ? Ne fallait-il pas non plus de solides relations à la mairie de Nice pour effectuer le hold-up de la Société générale ?

Spaggiari, homme de main en tous genres, avait rendu de nombreux services aux partis gouvernementaux. Cela vaut bien une évasion.

## • Les gendarmes au-dessus de la légalité

L'été dernier, un journaliste faisait un reportage sur une manifestation paysanne dans le Sud de la Loire Atlantique. Il prit alors des photos des charges de la police qui eurent lieu à cette occasion et qui furent violentes puisque trois paysans furent blessés.

Voyant cela, les responsables des forces de l'ordre lui demandèrent une première fois de leur remettre les photos. Comme il refusait, ils se firent remettre le film sous la menace.

A la suite de ces faits, le journaliste portait plainte. Dernièrement, le doyen des juges d'instruction de Nantes se déclarait incompétent pour examiner la plainte, sous le prétexte que les gendarmes dépendent des tribunaux des forces armées. Il n'y a pas lieu, estime le juge, de rechercher si les faits sont réels. Ainsi, les gendarmes peuvent tout se permettre. Les tribunaux ne sont pas faits pour eux.





# «L'EUROCOMMUNISME»

# *Le miroir aux alouettes*

Depuis quelques temps, on entend beaucoup parler de ce que les moyens d'informations occidentaux ont appelé «l'eurocommunisme». Marchais lui-même, dernièrement, reprenait ce terme à son compte.

De quoi s'agit-il ?

**A la base de tout, ce fait : la réalité de la dictature fasciste qui règne en URSS est de plus en plus connue. Camps de concentration, hôpitaux psychiatriques, telle est l'image aujourd'hui répandue que l'on se fait de l'URSS dans nos pays. Cette monstruosité, qui usurpe et salit le nom du socialisme, est un repoussoir. Que les différents partis révisionnistes d'Europe aient fait tout ce qu'ils ont pu pour continuer à chercher de donner de cette prison l'image d'un paradis, cela n'a pas empêché les faits de s'imposer. Dès lors, le choix était simple : ou bien chercher à justifier, à approuver, c'est ce qu'ont fait certains tels que Cunhal au Portugal ou bien Corvalan au Chili. Mais c'était affirmer que l'on voulait pour la France ou l'Italie un régime semblable...**

**C'était courir le risque d'être rejetés par l'immense majorité de la population. Car qui veut de cela ?**

**Restait alors une seule issue : prendre ses distances avec les aspects les plus criants de la répression fasciste, critiquer les faits de répression qui s'exercent à l'égard de ceux qu'il est convenu d'appeler les «dissidents». Italiens et Espagnols ont été des précurseurs en ce domaine, rejoints avec retard par le PCF.**

Depuis, les dirigeants du PCF ont mis les bouchées doubles pour rattraper le temps perdu : rencontres avec des «dissidents», meetings, etc.

Et l'on proclame sur tous les tons que ce que l'on veut, c'est la «démocratie pour tous», «l'extension des libertés» etc. Tout cela à travers le rejet de la notion de dictature du prolétariat présentée comme responsable de tout.

La rencontre au sommet qui s'est tenue au cours du mois de février curseurs en ce domaine, rejoints avec Marchais devait être la consécration de cet eurorévisionnisme.

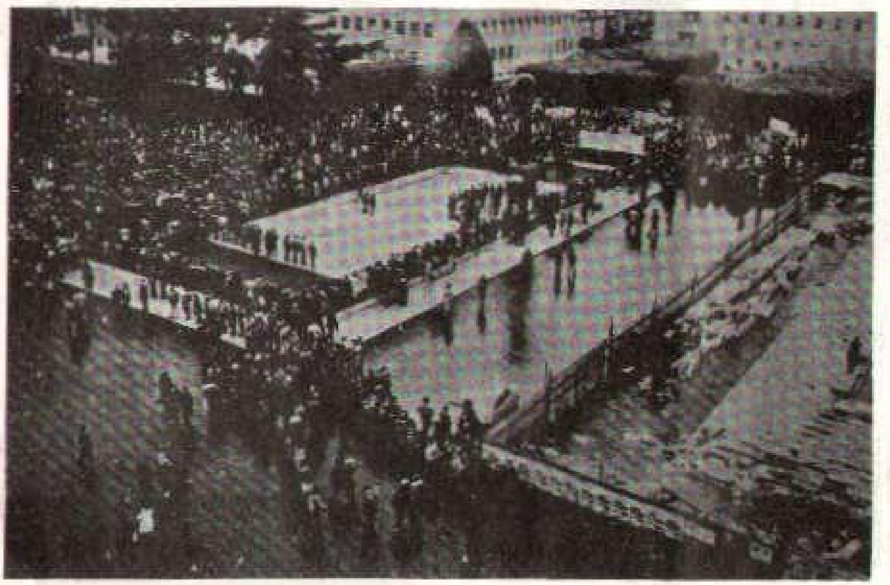
Elle en a montré la réalité.

Et sur le terrain, en Italie, les champions de l'eurorévisionnisme, montraient le contenu réel des libertés à leur sauce.

## • ITALIE

# *Les mésaventures du social-fascisme*

Le Secrétaire général de la CGT italienne, la CGIL, obligé de détaler comme un lapin devant un millier d'étudiants... Que se passe-t-il donc en Italie ?



*En haut à droite le camion de Lama, qui sera détruit par les étudiants, au centre, la police de la CGIL et à gauche la masse des edudiants*

**Début février, les étudiants italiens engagent une importante lutte contre une réforme de l'université du gouvernement Andréotti.**

**Alors que l'Italie compte deux millions de chômeurs, cette réforme va rejeter de nombreux jeunes dans les rangs des sans-travail. D'où l'ampleur de la lutte.**

**Celle-ci s'étendra d'autant plus à la suite d'agressions de bandes fascistes et de la police contre les étudiants.**

### FLICS-PCI : MAIN DANS LA MAIN

**A Rome, l'université est occupée. 5 000 étudiants participent aux assemblées générales. «L'Unité», journal du parti révisionniste italien, écrit : *«C'est une poignée de provocateurs».* Il est vrai que le PCI soutient la politique de privations pour le peuple suivie par le gouvernement. En Italie, on parle du gouvernement Berlingoti**

pour désigner ce gouvernement Andréotti soutenu par Berlinguer.

Par la suite, devant l'ampleur du mouvement, le PCI change de tactique : il cherche à intervenir de l'intérieur. Échec. Dans les assemblées générales, les membres du PCI se font huer. C'est alors que le parti «superdémocratique» de Berlinguer montre son vrai visage. Le 16 février, des hommes de main du PCI attaquent les étudiants qui sont au piquet de grève de la faculté de Rome.

Le lendemain, c'est Lama, le patron de la CGIL, qui arrive en compagnie de 300 membres du service d'ordre du PCI. Ils sont armés. Lama veut faire un discours. Les étudiants lui lancent des plaisanteries, le tournant en dérision. C'est alors que les nervis attaquent les étudiants, en blessent 50.

La contre-attaque est foudroyante. Un millier d'étudiants chasse Lama et ses hommes de main.

Bientôt, à la demande de la municipalité PCI-PS, la police intervient contre les étudiants. Dans les locaux, les flics se livrent à une casse générale de matériel, ce qui pemettra à la presse d'accuser les étudiants.

### ECHEC CINGLANT

Face au mouvement de masse, tous les partis bourgeois se serrent les coudes. Le ministre de l'Intérieur, Cossiga, fait des déclarations pour présenter le PCI comme une victime et accuse les étudiants de former des ligues armées. Le Parti de Berlinguer, de son côté, cherche à dresser les ouvriers contre les étudiants. La CGIL ira jusqu'à tenter d'organiser une grève de 4 heures pour protester contre l'agression dont son secrétaire aurait été victime, selon elle. Mais ce fut un échec : les sections d'entreprise ne répondent pas à cet appel. Au contraire, le 19 février, ce sont 50 000 étudiants qui manifestent dans les rues de Rome, dénonçant les «nouveaux flics» du PCI.

### DEMAGOGIE

Bientôt, les révisionnistes changent de tactique : devant l'ampleur de la dénonciation dont ils sont l'objet, ils font un semblant d'«autocritique», sur des questions secondaires. Ils promettent de chercher à mieux comprendre les problèmes de la jeunesse !

Tout est bon pour essayer de regagner du terrain...

Mais quoi qu'il en soit, de larges masses de la jeunesse italienne ont pu juger sur pièce de la réalité profonde du révisionnisme : le social-fascisme.



*Les révisionnistes attaquent les étudiants avec des lacrymogènes.*

## • MADRID

# *Quand la montagne accouche d'une souris*

Certains promettaient beaucoup de la rencontre qui s'est déroulée le 3 mars à Madrid entre les dirigeants des trois principaux partis révisionnistes d'Europe de l'Ouest.

On a même pu entendre ici ou là qu'elle allait marquer une scission dans le mouvement révisionniste international... En réalité, elle a surtout montré les limites des contradictions qui existent dans celui-ci.

### LA MEME FAMILLE

D'abord on s'y est bien gardé de dénoncer la répression qui s'exerce en URSS et dans d'autres pays contre les «dissidents».

Il est vrai qu'une telle condamnation commune aurait fait apparaître l'existence d'un bloc organisé de partis révisionnistes face à l'URSS. Or de cela, justement, il n'en est pas question. On reste dans la même famille. Marchais à ce sujet, devait déclarer : *«Nous considérons que trois partis réunis n'ont pas le droit de porter un jugement collectif ou de procéder à une condamnation collective de quelque parti que ce soit.»*

Ce beau principe que les dirigeants du PCF surent mettre au panier quand il s'est agi d'attaquer le parti communiste chinois ou le parti du travail d'Albanie, retrouve grâce à leurs yeux pour ne pas mécontenter les bourreaux fascistes.

Ils sont prêts aujourd'hui, à faire certaines critiques pour jouer les «défenseurs des libertés» mais il ne s'agit surtout pas d'accuser ceux qui ont fait de l'URSS une prison des peuples. Leur but est de se dédouaner non pas de combattre le social-fascisme.

### UNE INSULTE AU SOCIALISME

Tout au contraire, le sommet de Madrid a montré que pour les euro-révisionnistes il s'agissait de chercher à entretenir le maximum d'illusions sur l'URSS. *«Les pays socialistes présentent un bilan positif sous bien des aspects»* déclarait Marchais. Comme si l'URSS avait quoi que ce soit de «socialiste». En vérité pour ces gens-là, il s'agit de reconnaître certains faits pour tenter de préserver l'essentiel. «Bien sûr, il y a certaines choses qui ne vont pas, mais l'URSS est un pays socialiste». Continuer à faire vivre le mensonge tel est l'essentiel. En agissant ainsi non seulement ils insultent le socialisme, mais ils montrent là qu'ils restent bel et bien au sein de la meme famille.

Enfin, les trois partis ont une fois de plus repris à leur compte la propagande soviétique sur la «détente», sur la conférence d'Helsinki. Tandis que l'URSS renforce ses préparatifs de guerre, non seulement ils se gardent bien de mettre en lumière ce fait, mais tout au contraire ils cherchent à faire apparaître l'URSS comme une puissance pacifique. Et pour Moscou, au delà des contradictions, c'est bien là l'essentiel. La propagande des partis révisionnistes d'Europe de l'Ouest est un appui à ses préparatifs de guerre.








## URSS, Tchécoslovaquie, Pologne...

# LE SOCIAL-FASCISME AU QUOTIDIEN

Depuis plusieurs mois, la grande presse bourgeoise mène grand tapage sur la «défense des droits de l'homme» en URSS et dans le pays de l'Est.

Cette campagne, menée d'un point de vue bourgeois, et avec des objectifs réactionnaires a néanmoins le mérite de faire apparaître la dictature fasciste qui s'y exerce sous un certain nombre d'aspects importants. Quoique l'essentiel des informations qui paraissent dans la presse bourgeoise mette en avant les «intellectuels contestataires», certaines données passent quand même sur la lutte que mènent les classes ouvrières dans ces pays soumis au social-fascisme. Ces luttes sont les plus réprimées et les plus cachées par les bourgeois social-fascistes , surtout en URSS.

Certes, nous devons soutenir les intellectuels anti-fascistes qui, dans les pays de l'Est s'élèvent contre la dictature terroriste, mais il est évident que dans ces pays, seules les classes ouvrières pourront réellement être conséquentes dans cette lutte, comme à Ursus ou à Radom, en Pologne.

En France, la classe ouvrière et le peuple se rendent de plus en plus compte que le «socialisme» à la Russe, c'est en fait la dictature fasciste. Le prétendu éloignement de Moscou du P«C»F ne s'explique pas autrement que par le fait qu'il ne peut plus soutenir ouvertement une Union soviétique de plus en plus discréditée dans les masses.

C'est aux marxistes-léninistes de pousser ce début de prise de conscience du «manque de libertés» en URSS jusqu'à la compréhension de la nature fasciste de l'Etat soviétique, de l'existence d'une nouvelle bourgeoisie exploiteuse et impérialiste.

Les bourgeois veulent faire une campagne anti-communiste, nous devons en faire une campagne anti-social-fasciste.




## • URSS

# La classe ouvrière dans les asiles

Ce n'est pas vraiment une invention de la bourgeoisie fasciste russe que d'utiliser la psychologie ou la psychiatrie pour dissimuler et réprimer toute forme d'opposition politique. Bien avant elle, des «spécialistes» américains comme Skinner ont voulu expliquer la combativité des éléments avancés de la classe ouvrière en termes de «problèmes individuels».

### COMME LES RATS

C'est Skinner justement qui a élaboré une théorie nazie pour dire que, exactement comme les rats, les hommes sont «conditionnés» aux structures sociales, et que ceux qui «résistent» au conditionnement sont, en fait, des individus anormaux, tout comme il existe des rats anormaux.

Marchais, de son côté, parlait des «irresponsables de Mai 68» en parlant de ceux qui dénonçaient sa trahison révisionnsite. La chanson n'est donc pas nouvelle. Mais, jamais, une bourgoisie n'avait à ce point étendu le système comme l'ont fait les nouveaux tsars du Kremlin.

### SURTOUT DES OUVRIERS

Avec la détention en camps de travail, et même certainement plus encore, l'internement psychiatrique est devenu l'arme No 1 des sociaux-fascistes contre

## URSS (suite)

la classe ouvrière qui lutte contre sa surexploitation et les démocrates libéraux qui protestent contre le fascisme.

Qui est interné dans les hôpitaux psychiatriques en URSS ?

Malgré le blocus et le filtrage des informations, toutes les données prouvent que le recrutement des «malades» se fait essentiellement dans la classe ouvrière. Borisov, qui a été libéré il y a peu de temps, bien que l'Agence Tass ait annoncé peu avant que *«selon l'avis d'une commission de psychiatres»* il devait rester hospitalisé *«en raison de la grave maladie psychique dont il souffrait depuis son enfance»* est, par exemple, un ouvrier électricien. Il est également l'un des trois fondateurs du groupe d'initiative pour les droits de l'homme en URSS.

D'autre part, Boukosky (qui a eu le temps de bien connaître le sujet) a précisé, à plusieurs reprises, que la plupart de ses camarades «malades-détenus» étaient des ouvriers qui s'étaient élevés contre leurs conditions de travail et de vie.

Ainsi, dans ce pays qui ose encore s'appeler socialiste, quand un ouvrier lutte c'est qu'il est fou.

### POUR LE BIEN DE LA SOCIETE

Le système est simple. En effet, une des raisons les plus courantes d'internement c'est «le sentiment de supériorité». On vous fait passer devant une commission de psychiatres qui vous disent que vous êtes malades. Si vous dites que ce n'est pas vrai, c'est que vous vous considérez plus savant que les savants, c'est bien la preuve que vous êtes paranoïaque et que vous devez être soigné, pour votre bien et celui de la société.

C'est ainsi qu'ont été internés Alexander Argentov, Anatoly Ponomarov, Zinoviy Krassivsky, un Ukrainien ainsi que tous les autres dont on n'a jamais entendu parler mais qui sont des milliers.

*Dortoirs d'internés psychiatriques en URSS.*

## • TCHECOSLOVAQUIE

# La Charte des 77

La Charte de 77 est un texte élaboré à la fin du mois de décembre dernier et signé, à l'origine, par une centaine de personnes, intellectuels pour la plupart. Ne faisant aucune référence au passé, ce texte s'attache surtout à dénoncer l'oppression exercée par le pouvoir ainsi que ses principales manifestations, comme, par exemple, les discriminations qui s'effectuent, au niveau de l'enseignement, entre les enfants issus de milieux populaires et ceux des notables du parti révisionniste au pouvoir.

Bien qu'essentiellement humaniste et non liée à une réelle analyse de la nouvelle bourgeoisie tchécoslovaque, et surtout des liens de celle-ci avec le social-impérialisme (elle provient essentiellement d'éléments bourgeois libéraux) la Charte présente un caractère positif par sa nature antifasciste et parce que, du moins indirectement, elle s'oppose au pillage et à la mainmise des nouveaux tsars.

Mais même cela, ni les dirigeants de Moscou ni les gens qu'ils ont mis en place après l'invasion de Prague ne peuvent l'admettre.

Août 68 et les chars russes sont encore tout à fait présents au cœur des masses populaires, et tout début d'opposition peut être l'étincelle tombant sur un baril de poudre.

C'est l'explication de la répression terroriste qui s'abat actuellement sur les signataires de la Charte. Leur téléphone coupé, leur appartement gardé, ils sont isolés du reste du pays et du monde par un «cordon sanitaire». Récemment, un journaliste français, qui se rendait au domicile de l'un d'entre eux, a été brutalement repoussé par 3 barbouzes à l'aide de gaz lacrymogène. Quant à Patoka, le porte-parole de la Charte, il dut être hospitalisé après un «interrogatoire» dans les locaux de la police. Quelques jours plus tard, on apprenait son décès dû à une «congestion cérébrale».

*Gravure tchèque de 1968.*

1945 1968



## • POLOGNE

# DOCUMENT

## *Ce qui s'est vraiment passé à Radom le 25 juin 1976*

*Une brochure récemment éditée (1) présente la traduction de documents du comité de défense des ouvriers polonais qui est actuellment l'objet, de la part du gouvernement polonais, d'une sévère répression. Ces documents portent témoignage du sort réservé à la classe ouvrière polonaise opprimée par le social-impérialisme soviétique et la clique révisionniste qui a usurpé le pouvoir dans ce pays.*

*Ces extraits que nous présentons ci-dessous relatent l'insurrection populaire de Radom, le 25 juin dernier qui souleva la classe ouvrière et les masses populaires contre la décision gouvernementale d'augmenter de manière considérable les prix des produits alimentaires de première nécessité.*

Le personnel de chez Walter défila dans la rue, dans un ordre exemplaire, avec des drapeaux polonais blancs-rouges et des drapeaux rouges, chantant l'Internationale. Les travailleurs d'autres usines de Radom les rejoignirent : ceux de la tannerie de Radoskor, de l'usine d'appareillage téléphonique, de la fabrique de cigarettes, les cheminots et bien d'autres petites entreprises.

Les manifestants, auxquels s'étaient jointes la jeunesse scolarisée et la population de Radom, arrivèrent devant le siège du comité de voïvodie du parti, dans la rue du Premier Mai. Ils demandèrent que les dirigeants locaux viennent discuter avec eux. Mais le secrétaire de voïvodie , Prokopiuk, refusa de sortir. Au bout d'un moment, le deuxième secrétaire, Adamczyk, vint à l'extérieur. A la foule qui criait que les ouvriers voulaient parler avec la direction du parti, il répondit qu'il ne discuterait pas avec la populace.

Alors une femme, son enfant dans les bras, s'avança. Elle était veuve, dit-elle, avec trois enfants à nourrir et gagnait 2 200 zlotys par mois (1). Jusque là, elle pouvait tout juste acheter avec son salaire, du pain et du sucre pour les enfants — après la hausse des prix, elle n'y arriverait plus. Elle demanda enfin : «A combien s'élève votre traitement, camarade secrétaire ?»

Le secrétaire du parti, fort ému, proposa que la foule désigne une délégation. Il parlerait avec cette délégation. Alors une autre femme cria : «Une délégation ? Pour que vous sachiez qui arrêter ! Eh bien ! C'est moi, la délégation. Allons-y, parlons !»

De tous côtés, des cris de dérision partirent à l'adresse du secrétaire et du parti lui-même. La tension monta. Adamczyk, de plus en plus ému, répétait qu'il ne discuterait pas avec la populace. Alors, un ouvrier de chez Walter, en bleu crasseux comme tous ses camarades, s'avança, montra ses vêtements, et dit qu'on lui en donnait un neuf une fois par an, alors qu'il en faudrait au moins un par trimestre. Et montrant le complet d'Adamczyk : «Et combien coûte votre complet ? Sûrement dans les 6 000 zlotys, sinon davantage !»

Aussitôt, le cri monta : «Déshabillez-le !» Un groupe de jeunes se précipita et força Adamczyk à se déshabiller. Le second secrétaire dut se réfugier en sous-vêtements dans l'immeuble, bombardé d'ordures.

On força la porte du magasin de la cantine de la maison du parti, où se trouvaient de grandes quantités de charcuterie fine et d'autres denrées alimentaires. On entassa le tout devant le bâtiment, puis on mit le feu aux autres ailes de la maison du parti.

Entre temps, les murs de Radom s'étaient couverts d'affiches portant : «A bas le POUP, parti vénal !» et autres slogans semblables.

A l'exception du groupe d'immeubles assiégé, tout Radom se trouvait entre les mains de la population de la ville. Des barricades s'élevèrent.

Devant les immeubles du comité du parti, de l'administration de la ville, de la police et des services de sécurité, on pouvait voir brûler les voitures de service et les automobiles privées des responsables. Des tonnes de jambon de conserve, entreposées à l'usine de conserves de Radom et destinées à l'exportation, furent distribuées à la population.

Vers neuf heures, le téléphone international était coupé à Radom. Quelques dizaines de barricades s'élevaient dans les rues. Les vieux, les retraités encourageaient les jeunes à participer aux manifestations et aux combats contre la milice. On pouvait entendre : «Maintenant, dans deux ans, ou dans cinq ans, il faudra y aller. Alors, finissons-en tout de suite ! Tous au combat !»

***La répression qui suivit fut féroce. Plus d'un millier de militaires et de miliciens pourchassèrent sauvagement les ouvriers insurgés. Dans la seule ville de Radom on devait relever 17 morts parmi les ouvriers.***

***Le 4 juillet suivant, plus de 5 000 personnes avaient déjà été condamnées à des peines d'amende et de prison. Aujourd'hui encore la lutte se poursuit à grande échelle pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques incarcérés à la suite de ces évènements.***

(1) «Document du Comité de défense des ouvriers polonais».

«Un étranger de passage à Varsovie s'étonne de ne voir dans les boutiques que des têtes et des queues de cochon. Ces cochons polonais sont faits comme ça lui répondent ceux qu'il interroge. Le reste c'est pour l'exportation en Union soviétique.»

Cette petite histoire qui court en Pologne témoigne, de la conscience aiguë du peuple, du pillage de ses ressources par l'Union soviétique.

Lors des insurections des chantiers navals de Gdansk et de Szczeecin, en 1971, ce sont des «conseillers soviétiques» qui encadrèrent la répression par des chars et des armes russes qui ouvrirent le feu sur les ouvriers.

L'URSS a même exigé que la dernière révision de la constitution polonaise en cours stipule noir sur blanc «l'alliance fraternelle avec l'Union soviétique» suscitant ainsi une nouvelle vague de révolte dans le pays.

17 incendies ont éclaté «mystérieusement» à Varsovie durant le seul mois de novembre dernier et dans plusieurs provinces de nombreuses boucheries d'Etat non approvisionnées ont été saccagées par des manifestants.

(1) Le salaire moyen est de 3 000 à 3 500 zlotys par mois. Les salaires payés à Radom sont bas, inférieurs à la moyenne nationale. En pouvoir d'achat, 2 200 zlotys représentent quelque 500 F.

# Un grand pas dans l'unité du Tiers-monde



# Le sommet arabo-africain

La réunion, au Caire du 7 au 9 mars, des chefs d'Etat des 60 pays d'Afrique et du Moyen-Orient, ainsi que de 6 mouvements de Libération nationale de ce continent, a marqué un grand pas dans l'unité du tiers monde et dans la lutte contre l'impérialisme.

Malgré les sirènes pro-impérialistes qui annonçaient d'avance l'échec de la Conférence, présentée comme une «quémande» des pays d'Afrique aux pays du Moyen-Orient, producteurs de pétrole, celle-ci aura été un grand succès.

Cinq documents définissant les grands principes et les modalités de la coopération entre le monde arabe et l'Afrique ont été élaborés. Ainsi, cette Conférence est un flagrant démenti aux économistes bourgeois et à leur théorie de l'existence d'un quart monde qui regrouperait les pays pauvres non détenteurs de matières premières. En fait, cette Conférence est, à l'échelle de tout un continent, la preuve que le tiers monde est un ,et que les divergences qui existent entre les différents pays qui le composent sont secondaires par rapport aux intérêts principaux qui l'unissent. Confrontés à la fois à la détérioration des termes de l'échange entre eux et l'impérialisme, aux répercussions de l'inflation et de la crise mondiale de l'impérialisme et aux visées hégémoniques des deux superpuissances, l'ensemble des Etats d'Afrique et du Moyen-Orient qui fondaient de grands espoirs sur cette Conférence, ont activement contribué à ce qu'elle soit un grand succès tant au niveau économique que politique.

## LES 5 DOCUMENTS

Le contenu des 5 documents signés au Caire porte essentiellement sur les relations économiques et commerciales. En marge de ces documents, il faut, à ce sujet, citer les dons qui ont ét faits par plusieurs pays arabes, aux mouvements de Libération et aux pays d'Afrique et dont le total dépasse 2,5 milliards de dollars.

Une partie importante, cependant, dans ces textes porte sur des points concernant la politique commune de lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme.

Tout d'abord, les participants à la Conférence ont réaffirmé leur attachement aux principes de non-alignement et leur condamnation du colonialisme, de l'impérialisme et du sionisme. La déclaration politique apporte notamment un appui total des pays arabes et africains à la lutte des peuples d'Afrique australe et de la côte des Somalies françaises. Elle préconise l'accentuation de l'isolement économique, diplomatique et culturel d'Israël, de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie en accentuant en particulier de l'embargo pétrolier.

**Au niveau** économique, l'accent a été mis sur le fait que l'échange entre les pays présents devait tendre à s'effectuer de plus en plus, et dans la mesure du possible, sur la base d'une coopération réelle, incluant des avantages réciproques.

## Les mouvements de libération présents

*Les différents mouvements de libération luttant actuellement contre l'impérialisme et le colonialisme en Afrique et au Moyen-Orient participaient à la Conférence. Il s'agit de l'OLP, de la Swapo (Namibie) du Front patriotique du Zimbabwe, le Front de Libération de la côte des Somalies, du mouvement de Libération de Djibouti et de l' ANC et du PAC pour l'Azanie.*



*Les femmes des îles du Cap-Vert luttent pour une économie indépendante*



# DJIBOUTI
# Un territoire très convoité

Malgré ses assurances et ses déclarations, la bourgeoisie impérialiste française n'en finit pas de partir de Djibouti.

Son obstination à s'accrocher à ce morceau de territoire africain tient moins à ses richesses économiques — le colonialisme les a réduit à néant et maintient la population en état «d'assistés» — qu'à sa position stratégique exceptionnelle.

0 50 100 km
REP ARABE DU YEMEN
REP DEM POP DU YEMEN
Assab
ETHIOPIE
Aden
TERRITOIRE FRANCAIS DES AFARS ET DES ISSAS
Obock
Balho
Tadjoura
Golfe
DJIBOUTI
Yoboki
Zeila
d'Aden
Dikhil
Ali-Sabieh
As-Eyla
SOMALIE

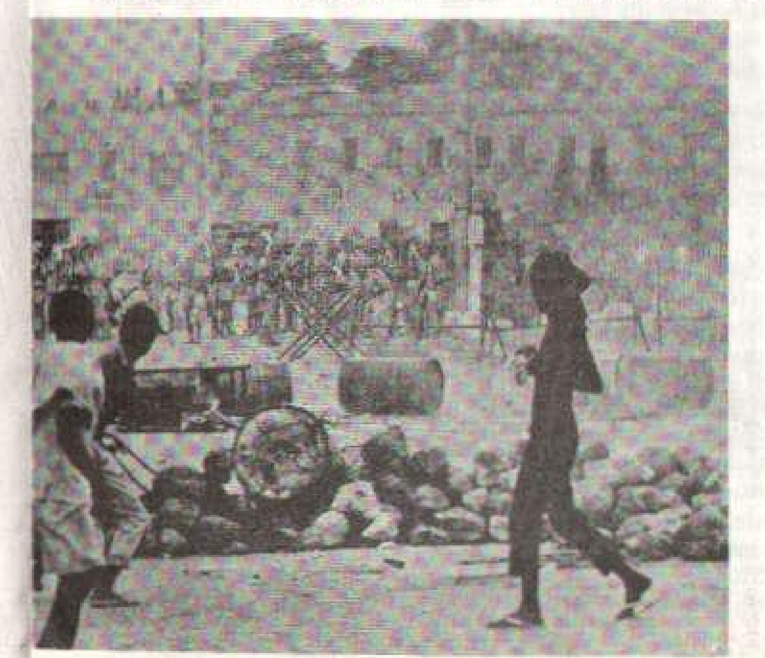
Situé au débouché de la mer Rouge, fermée à l'autre extrémité pas le canal de Suez, «le territoire français des Afars et les Issas» voient défiler en permanence devant ses côtes les cortèges de pétroliers qui empruntent la route de l'océan Indien, mais aussi les flottes de guerre américaine et soviétique qui croisent en permanence dans ces eaux.

Leur présence agressive répond à un double objectif : intimider les peuples des pays riverains en faisant étalage de leur puissance militaire et étudier les mouvements de leur rival pour mieux lui damer le pion en cas de guerre.

La France de son côté, inquiète des menaces soviétiques, ne répugne pas à jouer de son occupation coloniale dans cette région de grand intérêt stratégique pour y faire parader ses navires de guerre et affirmer sa présence impérialiste. Au lancement à l'ONU de la proposition de faire de l'océan Indien une «zone de paix», les USA', l'URSS, la Grande Bretagne et la France se sont abstenus lors des votes. C'est pourquoi malgré la condamnation unanime des pays du tiers monde, malgré les résolutions de l'ONU et de l'OUA exigeant son départ, le gouvernement français tout en ayant été contraint de se rallier au principe de l'indépendance future de Djibouti, fait trainer les choses en longueur.

De son côté, alors que pour toutes les autres colonies françaises le PCF fait campagne pour l'autonomie, qui n'est qu'une forme camouflée du colonialisme, pour Djibouti, il revendique l'indépendance... dans le maintien des liens avec la France comportant, entre autre, la présence permanente des troupes françaises.

Mais fort de l'appui de tout le tiers monde mobilisé à ses côtés, les peuples Afar et Issa poursuivent leur lutte résolue pour l'indépendance totale, immédiate et sans conditions.



*Djibouti manifestation anticoloniale*

## Les pays producteurs de sucre se concertent

Le groupe des pays exportateurs de sucre d'Amérique latine et des Caraïbes (GEPLACEA) vient de tenir à la Havane une importante session de travail.

Elle rassemblait les représentants de 22 pays membres. Les Philippins y assistaient à titre d'observateurs.

Le document final souligne la nécessité de lutter conjointement, sur le prix du sucre, aux prochaines négociations internationales qui auront lieu à Genève le 18 avril.

Les pays producteurs veulent un niveau de prix compensant réellement les frais de production et permettant un profit raisonnable des pays exportateurs de sucre, en vue de leur développement social et économique. Ils protestent aussi contre la décision du gouvernement américain de tripler les tarifs douaniers sur le sucre.

## Palestine occupée

La seconde grève de la faim des détenus arabes en Palestine occupée s'est étendue ces jours-ci à la prison de Djenine en Cisjordanie.

Elles concernent 200 prisonniers détenus pour «atteinte à la sécurité d'Israël».

Une unité spéciale de gardes-frontières, sionistes, spécialement entrainée à la «lutte contre le terrorisme» va être déléguée dans les prisons pour aider les gardiens à «juguler l'agitation».

Les prisonniers palestiniens protestent contre les conditions odieuses de leur détention, la mauvaise qualité de la nourriture, l'insuffisance des services de santé, les entraves apportées aux visites de famille. Leur lutte, qui s'inscrit dans celles de tout le peuple pour la libération de la patrie palestinienne occupée rencontre un soutien massif de la population arabe.

# Un exemple marquant de combat contre les licenciements

# REHAULT (Fougères)



*Conférence de presse du 5 mars 1977*

# UN AN DE LUTTE

**Du vendredi 4 au dimanche 6 mars, les travailleurs de Réhault marquaient à leur manière leur 13e mois de lutte : ils animaient des journées portes ouvertes, avec de nombreuses entreprises engagées dans des conflits semblables, dans l'usine qu'ils occupent depuis le début et devenue centre de rencontre et d'animation pour les travailleurs et aussi à l'extérieur dans les rues de Fougères.**

**Discussions, expositions, montages audio-visuels, ventes de produits fabriqués, gala : tout cela témoignait avec force que la lutte continue, qu'elle rencontre un large soutien et a de profondes répercussions dans la classe ouvrière.**

**Pour en donner une mesure, citons simplement cette travailleuse âgée, usée par 30 années d'exploitation dans une cristallerie voisine, et menacée de perdre son emploi, à peu de temps de la retraite. Elle est là, le dimanche :** *«Je viens ici, ça me remonte le moral,* **dit-elle.** *Je les connais tous, on les a tellement vus... Tous ces jeunes, ça me fait quelque chose...»*

**Que de difficultés à surmonter, que de luttes à mener pour que se dégage la voie du développement de la lutte. Combat incessant, voie toujours remise en cause : c'est cela que nos camarades de Fougères ont voulu analyser. C'est de cela qu'ils ont tiré un bilan actuellement discuté avec des travailleurs de Réhault.**

**Au moment où toutes les forces bourgeoises sont à fond engagées dans une campagne électorale (qui risque d'être longue) destinée à dégager la meilleure politique pour perpétuer le système d'exploitation capitaliste, au moment où les dirigeants de l'Union de la gauche, en particulier, déploient tous leurs efforts, par leurs partis comme à travers les syndicats, pour détourner sur le terrain électoral, toute la volonté de combat des travailleurs et s'en servir pour accéder au pouvoir, il nous a paru important de donner l'essentiel de ce bilan.**

## Deux façons de voir les luttes

Le 30 janvier, Réhault dépose son bilan, puis Maunoir le 17 février et Morel le 24. En un mois 1 200 emplois sont supprimés, portant le total des chômeurs de la ville à 2 500.

**D'un côté les travailleurs de chez Réhault décident d'occuper leur usine et de s'organiser pour se battre jusqu'au réemploi de tous.**

L'usine est occupée jour et nuit. Les travailleurs se réunissent chaque jour au début de la lutte en assemblée générale et décident ensemble des actions à mener.

Ils organisent l'usine en 11 groupes de travail, chacun de ces groupes ayant un représentant. Les 11, plus une personne par syndicat, constituent alors le *«comité de lutte»*, c'est-à-dire l'organisme de direction de la lutte que se sont donné les travailleurs.

Par ce système, les organisations syndicales ne sont pas évincées de la direction de la lutte : elles composent en fait l'essentiel du comité de lutte (8 CFDT, 4 CGT au départ).

De plus, les travailleurs décident de la création d'un *«comité de soutien»* dont les statuts précisent qu'il est créé pour aider les travailleurs et qu'il est donc placé entièrement sous leur direction.

Enfin, pour populariser largement leur lutte, les travailleurs décident de *vendre des chaussures* et ils prennent contact, dans toute la France avec les autres usines en lutte : CIP, SICCNA, Caron-Ozanne, Lip, Griffet, les tanneurs d'Annonay, etc.



**De l'autre côté, le PCF propose une coordination PS/PCF/CGT/CFDT sur la ville (il précise bien *sur la ville*), ce qui aurait enlevé automatiquement la direction aux travailleurs qui occupaient leur usine.**

Ce «comité de coordination» aurait rassemblé tout au plus 10 ou 12 personnes et n'aurait certainement pas permis aux travailleurs de s'exprimer comme ils ont pu le faire.

D'ailleurs les choses sont claires : *tout en proposant* sa coordination sur la ville, *le PCF ne participe pas au comité de soutien et à l'usine Réhault, les quelques membres du PCF quittent la lutte très vite, en s'opposant à la vente des chaussures.*

**Soit les travailleurs dirigeaient leur lutte, sans le PCF, soit le PCF dirigeait, par l'intermédiaire du bloc PCF-CGT dans une coordination sur la ville... sans les travailleurs !**

## La journée ville morte (mars 1976), le 1er Mai et le congrès d'Annecy

La position des travailleurs en lutte l'emporte : ils occupent, ils ont leur Comité de lutte, leur Comité de soutien et le soutien de l'UL CFDT.

A l'échelle de la ville se forme un «front syndical fougerois» CGT, CFDT, FO, CFTC.

La mobilisatioln va croissant. Une journée «Ville Morte» est décidée. Mais au dernier moment, alors que tous semblaient d'accord pour bloquer la ville et empêcher toute circulation, FO et la CGT reviennent sur leurs positions. FO, suivie en cela par la CFTC, déclare qu'elle ne participera pas aux piquets aux portes de la ville. La CGT, elle, affirme qu'elle préférerait une grande manifestation. C'est un recul évident, qui provoque un certain découragement mais, malgré la rupture du front syndical, la CFDT et les travailleurs en lutte organisent un 1er mai à Fougères d'une ampleur sans précédent. *Plus de 10 000 personnes passeront ce jour-là dans l'usine et les stands ne désempliront pas.*

Mais les pouvoirs publics ne font aucune proposition sérieuse. Les REOS prennent contact avec la coordination nationale LIP, Griffet, etc.

C'est alors le Congrès d'Annecy de la CFDT, les décisions contre cette coordination des luttes, contre la tendance de lutte de classe et ceux que la direction confédérale appelle «gauchistes, basistes, entristes» et l'appui au programme commun.

## Problèmes de la CFDT

Dès le mois de mai, les interventions nationales, régionales et départementales vont conduire à la division dans l'UL CFDT (qui appuyait jusque là largement et majoritairement les orientations prises par les REOS), et à des tensions importantes entre UL et REOS, essentiellement sur *la coordination des luttes*

La coordination, loin d'être opposée au syndicat, était au contraire envisagée *dans le cadre syndical*, comme une forme de rencontre nécessaire pour serrer les coudes face au patronat. Certains responsables régionaux CFDT ont d'ailleurs nettement pris position en faveur de la coordination.

Mais la Confédération appuyée par la CGT, a tout fait pour casser la coordination, au lieu de l'aider à se développer dans le cadre syndical.

Aussi lorsque les REOS organiseront en juillet une journée portes ouvertes avec la participation de boîtes en lutte venues de toute la France, l'Union départementale CFDT, refusera de participer à cette journée, il y aura peu de propagande faite et la journée sera un demi échec.

Cette attitude d'opposition de la structure syndicale CFDT conduit fin 76 au départ des REOS de la coordination.

## Le comité de lutte

De même le comité de lutte, admis d'abord par l'UL, est de plus en plus critiqué après de multiples pressions venant de l'UD, l'UR et du niveau national.

Essentiellment composé de délégués syndicaux (8 CFDT, 4 CGT, 1 non syndiqué) il ne freine nullment l'activité de la section et permet réellement l'expression des travailleurs, par l'intermédiaire des AG, des commissions.

En fin de compte, quand la CGT REO démissionne du Comité, en fin d'année, celui-ci disparaît à son tour.

Bref, on a critiqué l'assemblée générale, le Comité de lutte, la Coordination des luttes, tout ce qui permettrait aux travailleurs d'avoir un certain pouvoir de décision. On a prétendu que ces formes de lutte allaient à l'encontre de l'organisation syndicale.

Précisément, nous pensons qu'elles ne pouvaient que renforcer l'organisation syndicale, sur des bases de classe, la développer, affermir son audience si la section savait rester unie et dynamique dans la lutte et participer pleinement aux AG, au Comité de lutte, à la Coordination, etc.

## Aujourd'hui

C'est le matraquage sur les élections, sur l'idée qu'elles (et elles seules) vont régler le problème à Fougères, et nombre de travailleurs, à Réhault comme ailleurs, y sont sensibles. Il fallait entendre Rollant, du bureau confédéral CFDT, citer Desombre en exemple et prétendre que la victoire (relative d'ailleurs) avait été acquise grâce à la municipalité de gauche de Lille ! (Il avait tout de même fallu 18 mois de lutte pour lui ouvrir les yeux, à cette municipalité de gauche !).

C'était le 5 mars, entre deux chanteurs le soir, juste le temps d'appeler à voter à gauche...

En cette période, on s'active beaucoup dans les états majors. A la CFDT aussi, du bureau confédéral à l'Union départementale.

Les dirigeants du PS réussiront-ils là où ceux du PCF avaient échoué ?

Aujourd'hui comme au début, la question est bien toujours : quelle voie suivre, quelle voie pour la lutte ? Celle des REOS ne s'est pas effritée et en un an, 200 travailleurs et autour d'eux bien d'autres, ont beaucoup appris.

LEUR LUTTE CONTINUE, ILS PEUVENT VAINCRE



# L'action contre le chômage et les licenciements reste prioritaire




1 068 448 demandeurs d'emploi inscrits officiellement à l'ANPE en janvier 1977.

C'est 5 % de plus qu'à la même époque l'année précédente et c'est 3 % de plus qu'en décembre 1976. Ces chiffres montrent à eux-seuls que le chômage touche en réalité plus d'un million et demi de personnes en âge de travailler et qui en ont besoin (ceux qui n'ont jamais eu d'emploi, ou sont au chômage depuis très longtemps ne sont pas comptabilisés puisque non inscrits) ; ces chiffres montrent aussi que, loin de ralentir, le chômage s'amplifie régulièrement.

Les travailleurs savent d'expérience que le chômage a toujours existé dans notre société, nous ajoutons qu'il ne pourra disparaitre qu'avec la disparition du capitalisme. Mais dès maintenant, il s'agit de combattre longuement, durement contre chaque licenciement, contre le chômage partiel, comme le font entre autres les «Réo», les «Lip», ou ceux de la Sescosem en rejetant l'esprit fataliste ou de conciliation avec les patrons «en difficulté». C'est leur crise, pas la nôtre. Pas un seul licenciement !

Selon les déclarations du gouvernement, la tendance pourrait s'inverser bientôt. Cela n'est pas nouveau et pourtant la réalité des chiffres gouvernementaux eux-mêmes retire toute crédibilité à ces propos. Cela ne sera pas plus vrai demain qu'hier, bien au contraire. Un seul exemple : le budget confédéral US fixé par Carter pour l'année 77 est un budget en déficit. Le montant du déficit est de 70 milliards de dollars ce qui équivaut au budget total de la France !

Un tel déficit, c'est traditionnel, est comblé en faisant «marcher la planche à billets», c'est-à-dire en relançant l'inflation (trop de papier-monnaie comme par le passé se répercutera sur les pays ouest-européens, et se traduira par une persistance de la crise économique profonde en France notamment.

Dans la sidérurgie lorraine, c'est d'ores et déjà 9 000 emplois qui sont supprimés et des milliers d'autres pour les années à venir.

Chaque jour, en France, il y a 200 000 salariés en chômage partiel, ce qui permet aux industriels qui ont recours à ce système de réaliser d'énormes économies en faisant appel aux fonds publics (en 1975, Rhône-Poulenc avait économisé 5 milliards d'anciens francs ainsi). Il y a un mois, le patronat et les directions syndicales se sont entendus d'ailleurs pour fixer un nouveau taux d'indemnisation du chômage partiel. Tout cela correspond aux efforts réalisés par la bourgeoisie, qu'elle soit de droite ou de gauche, pour préserver les profits capitalistes et exploiter davantage les ouvriers et d'autres travailleurs.

Car la question est bien là : sur le plan économique, la bourgeoisie n'a guère le choix ; le plan Barre ou le Programme commun, c'est de toute façon l'austérité pour les masses populaires, la baisse du niveau de vie (il n'y a qu'à regarder en Italie où les révisionnistes parlent le même langage que Barre en France).

Barre accuse les chômeurs de n'être pas assez mobiles, pas assez formés ; l'Union de la gauche promet qu'avec elle tout ira mieux et dès aujourd'hui ses dirigeants signent des accords sur l'indemnisation du chômage, et proclament que «10 licenciements valent mieux que 100».



# ON PEUT GAGNER NOS REVENDICATIONS

A entendre le gouvernement, la seule chose qui compte aujourd'hui c'est ce que dit Chirac à d'Ornano, ce que dit d'Ornano à Barre, ce que dit ... etc.

A entendre le PCF «Voter c'est lutter» (titre de l'Humanité-spéciale municipale). On sait qu'ils pensent surtout que «Lutter c'est voter». Quant aux grèves : «Doucement, camarades !» disent-ils. C'est pour répondre à tout ce beau monde en cravate que nous avons rassemblé sur ces deux pages des exemples de grèves et surtout de grèves victorieuses. Les faits parleront d'eux-mêmes.

• Defrenne (Roubaix)

## Le chemin de la victoire

Le 17 janvier, les travailleurs de Defrennes à Roubaix, décidaient unanimement la grève illimitée avec occupation. Ils refusaient de voir 35 d'entre eux licenciés.

5 jours plus tard arrivait un télex : «35 licenciements suspendus».

Cette victoire est importante, surtout dans une industrie comme le textile, en pleine «restructuration» capitaliste. Les ouvriers ont refusé que la Cogefi vienne «sauver les entreprises malades» en licenciant au profit du patron.

L'expert de la Cogefi en est pour ses frais : on ne fait pas ce qu'on veut avec la classe ouvrière ! Les dirigeants CGT et CFDT sont eux aussi tombés sur un os ; ils sont venus avec leurs mots d'ordre du genre : «Mieux vaut 20 licenciements que 35», «il y a des usines viables et non-viables», «Votez bien et tout ira bien», etc.

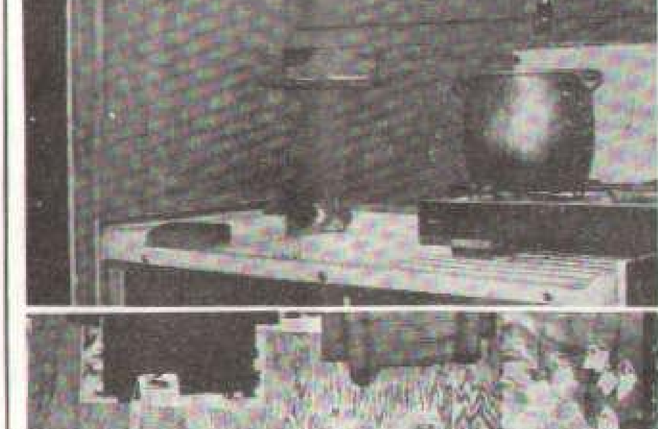
Les travailleurs, eux, se sont battus sur les mots d'ordre : «Pas un seul licenciement !», «Ni 35 ni un seul licenciement !», «Un pour tous, tous pour un». Et ils ont gagné. Ils ont eu la solidarité des autres usines textiles du coin. La preuve est faite : quand on sait distinguer ses amis et ses ennemis, on peut vaincre !

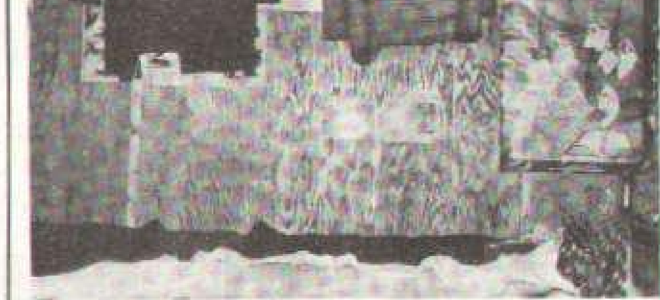
• Delecourt (Tourcoing)

## Importante victoire des travailleurs immigrés

Nos frères immigrés de chez Delecourt, près de Tourcoing, ont remporté une importante victoire. Ils ont fait grève pour le 13e mois et le complément familial, contre le patron fasciste qui prétend être libre de «récompenser» par des primes de fin d'année les travailleurs qui l'ont mérité. Et ils ont gagné.

Le patron avait pourtant utilisé le racisme en montant les ouvriers français contre les immigrés. Le PCF y avait été aussi de son petit refrain : il n'avait «soutenu» la grève que pour placer des cartes. Et Pierron, dirigeant régional, avait bien déclaré : «Il faut appliquer la loi antiraciste». Mais il avait précisé : «Nous, en 78, nous serons au pouvoir, et alors...». Mais les travailleurs immigrés ne l'ont pas suivi dans cette voie de garage. Partis en grève le 10 janvier, ils tenaient bon et le 18 février ils obtenaient : 40 heures (en attendant le 13e mois), 1 % d'augmentation sur les 2 % prévus par l'accord d'entreprise, 10 F par enfant pour les pères de famille (en attendant l'affiliation à une caisse d'allocations complémentaires).





*Logement des ouvriers immigrés de chez Dellecourt*

• John-Deere (Orléans)

## Victoire contre la répression

Le mercredi 3 mars, à John Deere, près d'Orléans, un ouvrier est sanctionné par un chefaillon à la botte de la direction ; motif invoqué : il «chahute» !

C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Tous les monteurs de l'équipe débrayent et exigent la levée de la sanction et de la mutation prévues. Ils obtiennent satisfaction.

Dans cette action, les délégués vendus à l'Union de la gauche ont brillé par leur absence : ces gens-là n'aiment pas les luttes déclenchées de la base ! Tant pis pour eux !



# Non aux licenciements !

## • Sescosem (Aix et Grenoble)

Le 4 février, la direction de la Sescosem d'Aix-en-Provence annonçait 147 licenciements. Le 16 février, la direction de la Sescosem de Saint-Egrève (Grenoble) annonçait 350 licenciements. Les travailleurs, en majorité des femmes, n'acceptent pas de faire les frais de la crise du capitalisme. De nombreuses actions ont été organisées.

*Vendredi 4 février – Aix* : 147 licenciements annoncés. La mobilisation est immédiate à Aix et à Grenoble aussi.

*Lundi 9 février – Aix* : Un millier de manifestants. Quelques jours après : manifestation à Marseille.

*Mercredi 16 février* : – *Grenoble* : 350 licenciements annoncés. Manifestation dans les rues de la ville.

*Lundi 23 février – Grenoble* : deux heures de débrayage, manifestation de 600 personnes.

*Jeudi 3 mars – Grenoble* : 150 travailleurs sont au marché Saint Bruno pour expliquer leur lutte. Puis manifestation vers l'usine Raymond Boutons.

*Jeudi 3 mars – Aix* : Le Comité de parti du Parti communiste marxiste léniniste de France publie dans l'Humanité rouge un communiqué qui se termine par ces mots : *«Travailleuses et travailleurs de la Sesco, avec vous, nous crions : NON aux licenciements»*.

*Lundi 7 mars – Grenoble* : Chaque syndicat a le droit de s'expliquer deux minutes à la télé régionale, grâce aux pressions des ouvriers en lutte. *(A suivre)*



*Le 14 février, les travailleuses de la Sescosem-Saint-Égrève accueillent les patrons aux cris de «Du travail pour tous ! Non aux licenciements ! Dumas, salaud, le peuple aura ta peau !».*

# Ce n'est qu'un début !

## • Tanneries du Puy

Le 26 janvier, les travailleurs des Tanneries du Puy occupent les bureaux et séquestrent les directeurs. le 27, 2 000 personnes manifestent et la direction recule : les 172 licenciements prévus sont reportés. Les ouvriers restent vigilants.

## • DBA Lockheed (Beauvais)

A Beauvais, le 4 février, la justice des patrons voulait condamner 4 délégués CFDT de l'usine DBA, accusés d'avoir vidé un huissier de l'usine. 1 500 travailleurs assistent au procès. Sous la pression des masses, le procès est reporté. C'est une première victoire.

# Classe contre classe !

## • Foyers Sonacotra

25 mois de lutte pour les travailleurs immigrés, résidents des foyers Sonacotra. C'est 25 mois de grève des loyers, 25 mois de résistance aux pressions des gardiens au service de la direction, 25 mois de combat contre la police et la justice bourgeoises.

18 camarades délégués ont été expulsés, en avril 76. 7 d'entre eux ont pu revenir. Le Conseil d'Etat a décidé de lever la mesure d'expulsion concernant 7 d'entres eux.

Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur cette lutte très importante. Nos lecteurs peuvent écrire au Comité de coordination des foyers Sonacotra, 56 Rue de la Fontaine au Roi, Paris 11ème

## • Raymond-Boutons (grenoble)

Les travailleurs se sont mis en grève vers la mi-février. 83 % des ouvriers gagnent moins de 2 500 F par mois (brut). 162 ouvriers (sur 600) gagnent moins de 2 000 F (brut). Ils revendiquent : 250 F d'augmentation générale, 40 H au lieu de 41, sans perte de salaire, la suppression des inégalités. Une manifestation a regroupé 350 travailleurs, le 23 février.

## • Mesnel (Carrières-sur-Seine)

Le 3 février, les 300 travailleurs de chez Mesnel (surtout des immigrés) se sont mis en grève. Ils revendiquent : 2 100 F pour tous, 40 heures par semaine au lieu de 43 sans diminution de salaire, la mensualisation et l'amélioration des conditions de travail.

Le 18 février, les flics sont intervenus sauvagement. Le patron avait auparavant utilisé un hélicoptère (!) pour pénétrer dans l'usine occupée et charger du matériel.

## • Imprimerie à Clermont

Le 14 octobre 76, contre la menace de 200 licenciements, les travailleurs de Mont-Louis occupaient. Le 3 novembre 76, au matin, les flics les délogeaient. Sans que rien n'ait été obtenu, la direction CGT appelait alors à reprendre !

Aujourd'hui, c'est 70 nouveaux licenciements qui sont annoncés (surtout parmi les OS). Malgré les trahisons de la direction CGT, les travailleurs se préparent à riposter.





# La CFDT, les municipales et le débat politique

A propos des élections municipales, la direction confédérale affirme «qu'il ne s'agit pour elle de s'engager dans un combat partisan mais bien de développer ses positions et de populariser ses revendications» («Syndicalisme-hebdo» du 17/2/77). Ceci semble bien dit mais recouvre en fait toutes les contradictions internes à l'organisation syndicale. Peut-on en conclure que la lutte de lignes va s'aiguiser et que le débat politique est bien engagé à la base ?

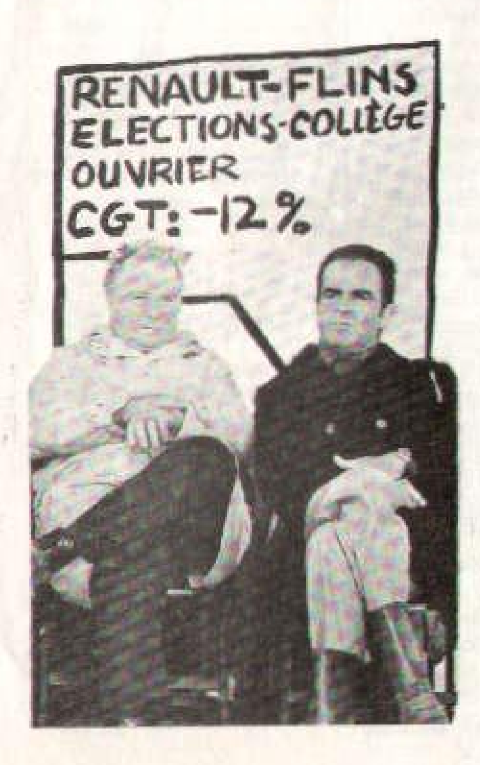
Au niveau confédéral en tout cas, l'ambiguité est savamment entretenue. La résolution générale du dernier conseil national parle de la nécessité d'«actions de harcèlement dans les entreprises» pour faire face au «climat d'attentisme électoral» dont elle se garde bien d'analyser les raisons. Elle se plait à admettre que «les luttes sociales sont le moteur essentiel de la transformation», mais propose pour répondre à «l'urgence d'un changement politique» d'«engager un processus continu d'appropriation du pouvoir par les travailleurs et le peuple».

Un certain nombre de congrès fédéraux vont bientôt se tenir : la même ambiguité règne dans la préparation de leurs débats. Une expression nouvelle fait même recette : la définition d'«objectifs de transformation». Elle permet de masquer toutes les théories de double ou de contrepouvoirs, de débordement et autres farces trotsko-réformistes. Et ce faisant, de passer sous la table les termes de la lutte classe contre classe. Les débats seront pourtant intéressants à suivre : car bon nombre de travailleurs engagés dans la bagarre ont pris conscience que l'affrontement violent avec la bourgeoisie est inéluctable, qu'il est urgent de s'y préparer et qu'à objectifs de transformation, il faut substituer des objectifs de rupture.

# Elections chez Renault

*Aux élections des délégués du personnel l'année dernière dans les entreprises de la Régie Renault la CGT avait perdu des voix, dans les collèges ouvriers et employés, le plus souvent au profit des sections CFDT.*

# La CGT en déclin




*Depuis, lors d'élections aux comités d'établissements, le même fait se reproduit, de manière accentuée encore, ce qui nous permet d'affirmer qu'il s'agit-là d'une tendance générale et non d'un simple phénomème passager.*

*Ainsi, lors des élections à Flins (21 000 salariés) en février dernier, la CGT perd 12 % des votants (12 000) dans le collège ouvriers et 7 % des votants dans le collège employés.*

*La CFDT pour sa part, gagne respectivement 16 % et 22 % des votants dans chacun de ces collèges.*

*Après des résultats du même type au Mans en juillet 1976, de tels déplacements de voix méritent réflexion.*

*Renault, c'est traditionnellement un bastion de l'influence CGT et du PCF. Gagnée autrefois sur une politique syndicale révolutionnaire, cette influence décline, c'est un signe du rejet de la ligne et des méthodes par des travailleurs toujours plus nombreux.*

*La direction du PCF et de son croupion, la CE de la CGT, ne cessent de présenter Renault comme l'entreprise nationalisée type, modèle de ce que seront «en mieux» les nationalisations avec le Programme commun.*

*Les ouvriers de chez Renault par leurs nombreuses actions classe contre classe et par leur vote aux élections de délégués montrent à tous les travailleurs de France que ce modèle, ils n'en veulent pas.*

*Par l'intermédiaire des budgets colossaux des CE (2 milliards et demi d'anciens francs à Billancourt par exemple) les dirigeants CGT se remplissent les poches, entretiennent une armée de permanents et... exploitent des salariés (650 à Billancourt). C'est ce monopole et cette pratique que condamnent les votes de Flins ou du Mans où la CFDT a fait campagne sur ce thème. Ce n'est pas approuver l'orientation des dirigeants CFDT qui ne vaut guère mieux que celle de Séguy*

*L'attitude raciste et anti-immigrés des dirigeants révisionnistes n'est sans doute pas non plus étrangère aux résultats électoraux à Flins où les immigrés représentent une très forte proportion des 14 000 ouvriers.*

*le vote des travailleurs de chez Renault est avant tout un vote anti-révisionniste, massif, et c'est cela qui nous importe.*

# HAUSSE DES PRIX

## Ce qui augmente le plus

Dire que les prix augmentent est devenu une banalité. La réalité est là pour nous le rappeler chaque jour : au magasin, dans l'autobus, à la station essence, etc.

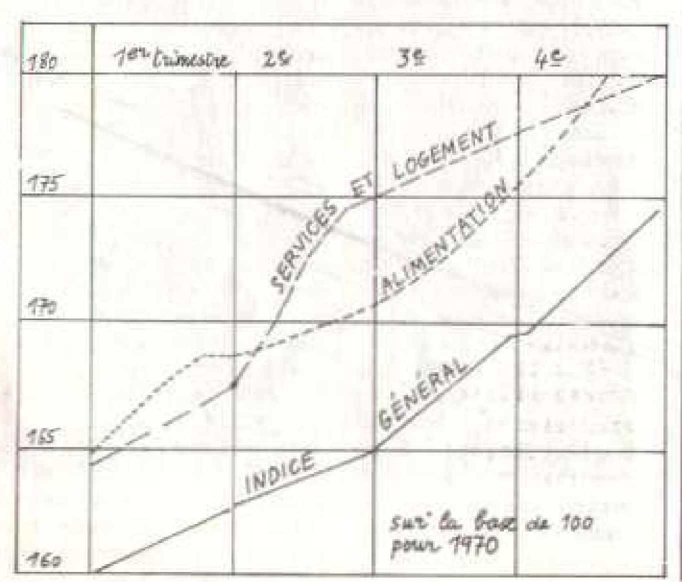
Les tableaux que nous avons tracés ici montrent cependant un certain nombre de choses :

1) durant toute l'année 1976, les prix selon l'indice INSEE ont augmenté en moyenne de 9,2 %. Au-delà du caractère trompeur de cet indice, il montre cependant que le prix de l'alimentation (plus 9,5 %) et ceux des services (plus 12,1 %) ont augmenté plus encore.

2) La tendance n'est pas à la baisse des prix. Si les prix augmentent cette année au rythme de ce mois de janvier, on arrivera à une hausse de 9 % encore, dont 11,2 % pour l'alimentation et 10,4 % pour les services.

Cela nous amène à conclure que la hausse des prix touche surtout les produits dont les travailleurs ont besoin tous les jours. La crise du capitalisme fait que de plus en plus les travailleurs auront du mal à manger, boire et se loger, ce qui constitue les besoins minimaux de l'homme.

L'augmentation des prix en 1976




## Quel est le responsable ?

La bourgeoisie essaie de nous faire croire que les hausses de prix sont dues aux hausses de prix des matières premières, donc aux pays du tiers monde. C'est faux : la responsabilité revient aux monopoles capitalistes qui importent et vendent en France.

Prenons l'exemple du café, deuxième commerce international après le pétrole. Depuis 1975, le prix du café a augmenté de 300 %. Pourquoi ? Il faut savoir que de 1950 à 1975, pendant 25 ans, il n'avait pas changé. Donc, vu l'inflation qui frappe les pays capitalistes et la baisse de la valeur de la monnaie, les pays producteurs y perdaient. Quand en 1975 la récolte fut particulièrement mauvaise, les pays producteurs décidèrent de ramener les paix à un niveau plus juste. Quoi de plus normal ? Mais les monopoles capitalistes internationaux en ont profité pour augmenter leurs profits, de manière considérable, comme l'a vu le consommateur.

Pendant 25 ans les monopoles capitalistes ont imposé leurs volontés aux pays producteurs de café. Ils cherchent aujourd'hui à maintenir leurs profits en augmentant les prix de vente sur le marché. Les responsables de la hausse des prix, ce sont bien eux !

## Un meilleur indice ?

*La «bataille des indices» fait rage. Pour janvier, l'INSEE gouvernementale donne plus 0,3 % d'augmentation des prix, la CGT plus 0,9 %. Pour février, l'INSEE donne plus 0,3 % et la CGT plus 0,8 %.*

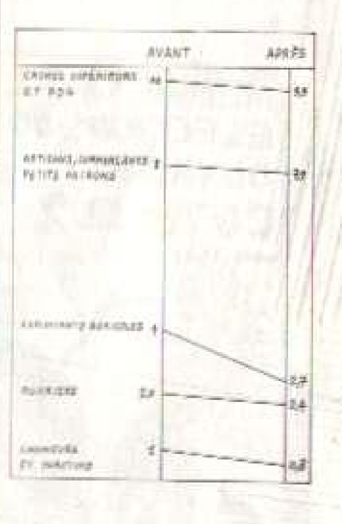
*Ça peut durer comme ça longtemps. De toute façon, ce genre de chiffre ne tient pas compte d'un fait fondamental : quels produits augmentent le plus et quelle classe sociale est la plus touchée. Un indice basé sur la consommation moyenne d'une famille d'ouvriers, de cadres, de patrons, etc. permettrait par contre de montrer que les plus exploités souffrent le plus de la hausse des prix.*

*Le reste n'est que dispute de technocrates bourgeois.*

## Egalité fiscale ?

Chaque année à la même période, les travailleurs doivent s'endetter ou se priver de l'essentiel pour payer leurs impôts. Chaque année aux mêmes périodes, le gouvernement promet de revoir le système fiscal.

Cette année on a même eu droit à Servan-Schreiber qui promet sa réforme. Mais qui a confiance dans ce milliardaire ? On nous promet de revoir le système pour qu'il soit plus juste, or comme le montre le tableau ci-joint, les impôts ne réduisent pas les inégalités sociales. Les écarts entre les revenus restent semblables. Et de ce côté-là il n'y a rien à attendre des plans de la bourgeoisie. Toujours est-il que cette année les impôts ont augmenté de 20 % pour un salarié au SMIC.




*Revenus avant et après l'impôt*



# En bref

## • Négriers !

Le 30 avril 74, une plainte était déposée par des travailleurs turcs contre de véritables négriers modernes, Aymé et Jean-Paul Bernard. Sous couvert d'échanges culturels, ils faisaient venir moyennant une somme rondelette de 3 500 F des travailleurs turcs qu'ils réussissaient à ne payer que 1 800 F pour 458 heures de travail soit environ 4 F de l'heure. Ils avaient institué pour cela tout un système, notamment des amendes de 50 F pour chaque 5 mn de retard ! Eh bien il a failu près de trois ans pour que la «justice» relaxe le père et condamne le fils à 6 mois de prison avec sursis et quelques amendes !

## • «La justice au quotidien»

Les «Etats généraux de la justice au quotidien» auront lieu à Paris du 23 au 25 avril prochains pour dénoncer largement un tel état de choses.

Au cours d'une conférence de presse tenue le 8 mars le syndicat de la magistrature a expliqué pour quelles raisons il allait entreprendre une campagne sur la «justice au quotidien».

Cette «justice» qui concerne de très nombreux travailleurs a trait aux saisies, expulsions, aux litiges avec des sociétés d'assurances et de crédit, etc. Ces «affaires» qui se multiplient sont traitées «à la chaîne». En fait le verdict que va rendre le juge est en général connu à l'avance et l'appareil judiciaire est conçu de façon à servir les intérêts des «sociétés» diverses qu'il s'agisse d'ailleurs de sociétés privées ou d'offices publics d'HLM.




## • Congé ou chômage ?

Congé sans solde de deux ans pour les mères à la suite d'une maternité avec «garantie» de retrouver leur emploi par la suite. «Complément familial» aux allocations familiales qui «seraient» elles-mêmes augmentées en 77 à un rythme «plus élevé que la hausse des prix».

Voilà la série de mesures mirobolantes qu'a annoncé Giscard à l'issue du conseil des ministres du 9 mars. Ne reculant pas devant la démagogie, il parle d'établir un «statut social de la mère de famille» et d'assurer à celle-ci «un certain nombre de protections ou de droits».

Des déclarations qui tombent à pic, bien sûr, en période électorale ! Mais au-delà, il poursuit dans le cadre de sa politique de «réformes» un but bien précis. Il est plus que probable que les femmes qui prendront un congé sans solde auront du mal à retravailler. Quant au complément familial, il est assorti




d'un plafond de ressources très bas de manière à faire en sorte que les femmes restent au foyer ou ne travaillent qu'à temps partiel pour des salaires de misère.

Ne serait-ce pas sous un emballage alléchant un moyen déguisé pour étendre le chômage qui touche déjà fortement les femmes, tout en cherchant à le faire accepter ?

## • Mineurs d'uranium

Chaque mineur d'uranium est équipé d'un «dosifilm». Il s'agit d'un petit révélateur qui indique le degré de radioactivité dont sont victimes les ouvriers.

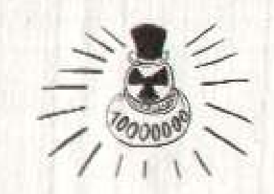
Ces dosifilms sont contrôlés chaque jour par un organisme qui communique les résultats à la Commission de l'énergie atomique (la CEA). S'il y a danger, si le test est positif, la CEA doit prendre des mesures...

Or, à titre d'essai, des mineurs du Limousin ont volontairement rendu leur dosifilm positif. Mais ils attendent encore que la CEA se penche sur la question !

Le cas des mineurs d'uranium est un exemple, un seul, qui montre que l'utilisation de l'atome n'est pas entourée des conditions de sécurité requises.

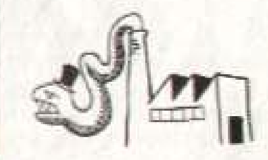
La cause en est la loi du profit, la loi suprême du capitalisme. Peu importe alors la vie du mineur.

A ce propos, on dit qu'en Tchécoslovaquie, il y a 70 % de mineurs d'uranium atteints de cancers des poumons. Pourquoi ? Pour la même raison : dans les pays révisionnistes aussi règne la loi du profit.




## • Encore Seveso

Samedi 5 mars, un représentant de commerce de 39 ans est mort à l'hôpital de Milan d'une tumeur du foie. Or, il avait parcouru les alentours de Seveso lors de la semaine qui a suivi l'accident et la pollution massive de dioxine. Sa famille a demandé l'autopsie et les premiers résultats montrent la présence de dioxine dans le foie. Il s'agit donc d'une nouvelle victime de la catastrophe de Seveso. Le samedi 5 mars, la circulation a été interrompue sur la voie ferroviaire qui traverse la zone contaminée pendant une heure en signe de protestation.



## Mauriciens sans papiers en France

# Honteux esclavage

**Le lundi 7 mars, le Mauricien Ramgoolam était honteusement expulsé, dans l'illégalité la plus complète, après cinq jours de détention arbitraire au dépôt du quai de l'Horloge à Paris.**

**La France capitaliste et impérialiste dévoilait ainsi une nouvelle fois son odieux visage d'exploiteur, en même temps que sa peur du mouvement organisé des travailleurs mauriciens qui rejettent la féroce exploitation dont ils sont victimes.**

**Ramgoolam était en effet un animateur et un porte-parle du mouvement des Mauriciens «sans papiers» et son expulsion est une mesure pour tenter de briser leur révolte.**

**Déjà l'an dernier, le scandale des ateliers clandestins avait attiré l'attention sur les ignobles conditions de vie et de travail de ces hommes et femmes expatriés pour le compte de nouveaux négriers capitalistes.**

**Ils avaient justement engagé la lutte pour que l'«irrégularité» de leur situation, tolérée et en fait voulue par les exploiteurs français, cesse d'être le prétexte d'expulsions «sélectives» comme celle de Ramgoolan (alors que les autorités refusent d'entendre certains qui veulent rentrer au pays), cesse d'être cette intolérable épée au-dessus de leur tête et ne puisse plus servir une féroce exploitation.**

Il faut ouvrir le dossier accusateur de ces travailleurs (immigrés pour le profit) qui concentre de manière particulièrement crue ce qui est le lot à des degrés divers de tous les immigrés en France.

Il faut soutenir leur lutte, comme celle de tous nos frères immigrés, à bien des égards exemplaire.

C'est ce dossier que nous ouvrons, à partir de documents fournis par le Mouvement des travailleurs mauriciens en France et le Comité de défense.

### SANS PAPIERS

Ils sont environ 3 000 «sans papiers» en majorité dans la région parisienne mais aussi à Strasbourg (3 ou 400), Lille (150), Rouen, Bordeaux, la Savoie, etc.

Ils sont sans papiers parce qu'entrés en France après le 1/4/74, c'est-à-dire après les dernières régularisations du 14 avril 74, en faveur des ressortissants pakistanais et mauriciens, obtenues après une grève de la faim de 37 Pakistanais, Mauriciens et Maghrébins.

Ils sont venus en touristes et possèdent tous un passeport en cours de validité.

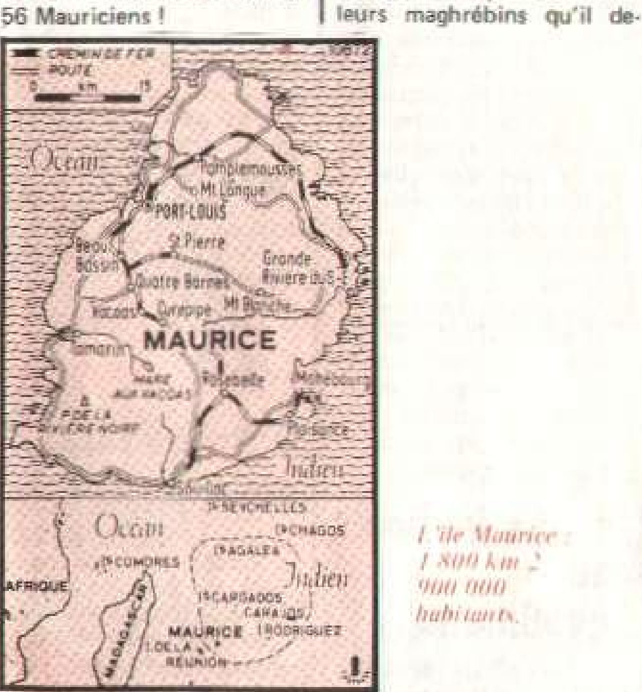
Un décret «ferme» l'immigration le 4 juillet 74 : plus de cartes de séjour et de travail délivrées.

Mais c'est une fausse fermeture :

— le visa qui devait être établi au départ de l'île Maurice ne l'est pas.

— la publicité continue à faire miroiter des offres d'emploi mirobolantes dans l'île et les charters des agences de voyage spécialisées continuent à débarquer des travailleurs mauriciens, à Ostende ou Bruxelles, et même redoublent d'activité : 17 avions entre juillet et décembre 75 !

Aucune difficulté pour franchir la frontière ; aucun contrôle : un journaliste du «Figaro» assiste le 17 juin 75 à l'entrée d'un car de 56 Mauriciens !




L'île Maurice : 1 800 km 2 900 000 habitants.

### UN MARCHÉ D'ESCLAVES POUR LES CAPITALISTES FRANÇAIS

D'abord «française», l'île devient britannique en 1810 et Wilson lui «accorde» l'indépendance en mars 1968.

C'est alors l'offensive de la francophonie (il y a toujours des colons français dans l'île où l'on parle le créole). La France place ses hommes, envoie quelques «cadeaux» : DS, coopérants, missions militaires, bref, prend la relève des Anglais, et par films, télévision et littérature interposés, développe le mythe de la France «seconde patrie des Mauriciens» inculqué dès l'école aux enfants qu'on prépare à l'idée d'un séjour en France.

C'est que l'extrême misère et le chômage endémique (50 000 chômeurs pour une population active de 450 000) offrent d'alléchantes perspectives pour prendre la relève par exemple des travailleurs maghrébins qu'il devient plus difficile d'exploiter à loisir en France.

Exemples «d'offres» affichées dans l'île : maçons : 4 000 F par mois ; menuisiers : 5 000 F ; mécaniciens : 3 500 F... et des pages entières d'annonces de journaux français pour convaincre les hésitants !

### LEUR VIE EN FRANCE

La moitié, ce sont des femmes employées de maison, dans la région parisienne, les Yvelines, mais partout en province : Bretagne, Alsace, Belfort, Provence. Elles ont 1 000 F par mois. Passés quelques mois, 1 300 F en moyenne. Sans sécurité sociale. A plein temps, souvent le jour de repos hebdomadaire est rogné par les patrons. Sans droits, séquestrées. Les employeurs souvent font du chantage aux papiers. «Ne sors pas, tu vas être arrêtée».

Les hommes mauriciens trouvent de l'embauche dans la confection à Paris, l'hôtellerie et la restauration (Paris, Strasbourg, Savoie), dans des boites de nettoyage (un Mauricien sans papiers nettoyait toutes les nuits les bureaux du secrétariat d'État aux travailleurs immigrés l'été 76), des petits garages et la récupération de vieux papiers.

Ils logent dans des bidonvilles verticaux : sous-toits, chambres de bonne.

Ils travaillent tous. Ils veulent une carte de travail, pour en finir avec leur surexploitation.

Pourquoi ne retournent-ils pas à Maurice ? L'endettement. Tout retour, c'est la ruine assurée. La dette moyenne : 4 000 F.

### LEUR COMBAT

— Découverte du trafic de main d'œuvre mis en place pour l'entreprise de travaux publics de Silvério, près de Troyes (février 74). Condamnation de Silvério pour recrutement illicite de travailleurs mauriciens (6 mai 75) par le tribunal de Troyes.

— Affaire de la légion étrangère : janvier 75. Grève de la faim à St-Hippolyte, Paris 13e.

— Conférences de presse du MTM (notamment avec le syndicat de la magistrature), multiples délégations au secrétariat aux travailleurs immigrés, à la Coopération, aux Affaires étrangères, occupation de la Fédération des entreprises de nettoyage, etc.

— Après l'expulsion le 22 octobre 76 de 15 Mauriciens mis dans un avion sans même (pour certains) avoir pu prendre quelques bagages, manifestation de plus de 300 sans papiers (le 21 novembre) et délégations, à la Francophonie, aux Affaires étrangères, etc.

### LA RÉPRESSION

Outre les expulsions (le ministre de l'Intérieur a fait savoir au gouvernement mauricien qu'il prétendait expulser tous les «illégaux»), les Mauriciens subissent les brutalités policières surtout depuis qu'ils ont relevé la tête. Frappés dans les commissariats, on leur retire leur passeport, on essaie de leur faire signer des reconnaissances de délits (vol ou autre) pour faciliter l'expulsion et justifier certaines statistiques.

Leur mouvement a néanmoins coupé court aux expulsions massives annoncées en octobre 76.

Quant au trafic, il continue, sous des formes plus odieuses sans doute : pour venir en France, comme la misère et la propagande continuent à y pousser, il faut jouer les vrais touristes, et c'est bien plus dur !





*Rassemblement de travailleurs mauriciens en novembre 1976. A la tribune on reconnait Ramgoolan.*

## Les filières de l'émigration

De petites agences servent de couvertures au Cercle mauricien de l'Europe ou à la Transocéan club (1). Par exemple, la NTTA, de Moussa Neghoo qui recrutait pour l'entreprise Silvério et la Transocéan-club. L'agence Apsala de M. Edoo : recrutement de futurs légionnaires.

Chaque agence a un réseau de recruteurs, de rabatteurs.

Ces agences s'occupent de tout, moyennant finances.

Elles font les démarches pour obtenir le passeport aux casernes générales. L'officier de police ne le délivre que si on lui verse un pourboire (une à deux semaines de travail).

Les agences fournissent une personne qui se porte garante de vous. Clause de la loi mauricienne. Tout cela se paie fort cher. 400 à 500 F (soit 3 à 4 mois de salaire).

Les agences sont en relation avec des réseaux usuriers qui avancent aux candidats l'argent nécessaire au départ en échange d'hypothèques. Taux des prêts moyen : 10 %.

Le billet coûtait en 71-72 1 500 F aller-retour, en 73-74 2 000 à 2 200 F aller-retour.

Agences matrimoniales : 300 mariages de jeunes filles en 74

Charters de jeunes femmes employées de maison ; leur mode de recrutement : des patrons français en vacances à l'île Maurice engagent des femmes mauriciennes sur place et organisent leur introduction en France, comme touristes, afin de ne pas payer le transport île Maurice-France... La première année de travail en France permet au travailleur de «rembourser» son patron qui a avancé l'argent du voyage.

**Ils sont ainsi venus 4 000 : 3 000 en France, 1 000 dans d'autres pays d'Europe. Depuis le rétablissement du visa fin 75, le flot s'est détourné sur l'Italie puis a décru sensiblement.**

(1) les principales compagnies de voyage.

*SEMAINE D'INFORMATION*
*A VIGNEUX SUR SEINE*
*DU 21 AU 24 AVRIL*
*Exposition, théâtre, peinture, photo, dessin d'enfants, colloque sur les sans papiers et le travail clandestin.*
*MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS MAURICIENS*
*2, rue Mallarmé 75017 Paris.*

# La campagne anti-chinoise

La mort du Président Mao et la tentative de la bande des Quatre pour prendre le pouvoir en Chine avaient soulevé, dans la bourgeoisie tout entière un immense espoir. Depuis lors, déçu, celui-ci s'est transformé en une haine encore accrue, haine des capitalistes pour un État de dictature du prolétariat.

C'est pourquoi on assiste, depuis quelques temps, à une véritable campagne anti-chinoise orchestrée dans l'ensemble de la presse bourgeoise. Le but de cette rubrique n'est pas de donner la parole à l'ennemi, dans nos colonnes, c'est de le démasquer à partir de ses propres calomnies.

**ROUGE (25/2) : La «démaoisation».**

*«Certes, Houa Kouo-feng et les siens «démaoisent» la Chine. Ils la «démaoisent» effectivement à droite. Mais la «gauche» n'était elle-même plus que la caricature du maoisme, et elle est morte de ses propres contradictions beaucoup plus que des coups sournois portés par la droite depuis dix ans. La «droite» n'a fait que s'engouffrer dans les carences du maoisme, car il n'est pas trente-six moyens, il faut croire, de «construire le socialisme dans un seul pays.»*

*«Mao a essayé à plusieurs reprises une autre voie qu celle de l'URSS, dont il fit, à la fin des années 1950, une foule de critiques pertinentes. Il y a échoué pour des raisons qu'il serait trop long de développer ici. Inutile de perpétuer les illusions qu'il a forgées. Pour notre part, nous pensons que les masses chinoises devront s'en défaire. Elles ont commencé lors de la Révolution culturelle. Et nous soutenons tous ceux qui, en Chine, œuvrent dans le sens d'une démaoïsation du pays «à gauche», c'est-à-dire dans le sens de la démocratie prolétarienne.»*

**L'ÉTINCELLE (24/2) : Le révisionnisme.**

*«Ce point de vue, parce qu'il voit en Houa Kouo-feng le représentant d'une orientation de gauche qui se serait trouvée confronté à deux «déviations» symétriques (le dogmatisme des «Quatre» et le révisionnisme de Teng) ne peut avoir que deux conséquences :*

*— justifier l'élimination des «Quatre» en s'abstenant de caractériser le sens politique de cette élimination du point de vue de l'avenir de la révolution chinoise.*

*— étouffer dans l'œuf tout débat sur les questions politiques de fond relatives à la révolution chinoise qui ont ressurgi avec une vigueur nouvelle pour les militants marxistes-léninistes à cette occasion (et qu'on ne peut évacuer en invoquant «le poids des conditions objectives» quelle que soit son importance).*

*L'objet (limité) de cet article est de montrer qu'alors que rien ne permet d'étayer l'hypothèse selon laquelle Houa Kouo-feng représenterait une «gauche» dans la direction du PCC, le contenu de la critique des Quatre porte la marque de tendances révisionnistes plus ou moins clairement affirmées.»*

**LE POINT (24/1) : La rue et l'armée.**

*«Depuis qu'il a succédé à Mao et triomphé du «Gang des quatre», Houa Kouo-feng a trop tardé à réorganiser la direction du parti, décimée par les morts et les purges. Les événements des jours derniers, auxquels ni Houa ni aucun autre dirigeant ne se trouvent associés, démontrent que deux forces, qu'on ne maîtrise plus, se sont substituées au parti communiste : la rue et l'armée. Et elles n'ont pas relâché leur emprise. Conscientes de ce qu'elles ont mis en jeu, elles n'ont accordé qu'un répit.»*

**LIBÉRATION (1/3) : Le défoulement.**

*«La mort de Mao, les intrigues politiques, les coups d'État, les méthodes totalitaires d'élimination, les photos retouchées pour faire disparaître des opposants d'aujourd'hui, hier dignitaires du parti, sonnèrent le glas de la Chine révolutionnaire comme référence. La Chine redevenait ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : une révolution objet d'études et de réflexion.*

*«Evènement considérable : la dernière grande référence idéologique venait de disparaître, libérant la pensée contestatrice des liens qui l'empêchaient de regarder la réalité en face, libérant enfin la révolution elle-même de ses architectures autoritaires les plus intimes.*

*«En perdant ses références, la révolution reprenait, pour la première fois depuis un demi-siècle, dimension humaine.*

*«Face à cet événement, l'heure est à la Libération. On se libère du modèle comme d'un carcan, on découvre les signes du totalitarisme avec la même passion que l'on découvrait hier les signes d'une pensée, que l'on jugeait radicalement nouvelle. Le défoulement prime parfois sur l'analyse et c'est, somme toute, normal.»*








## *Une critique mordante du racisme*

# Pain et chocolat

***C'est en Suisse (pays du chocolat et des capitaux) que doivent s'expatrier les travailleurs italiens pour gagner le pain de leurs enfants. Pain et chocolat, c'est une image saisissante du film. Dans un parc verdoyant, les familles suisses pique-niquent gaiement tandis qu'une fanfare joue de la musique. Nino, le travailleur immigré italien, s'assoit et mord à belles dents un morceau de pain avec du chocolat. Tout d'un coup le bruit de sa mastication grandit, à contre-temps de la musique et Nino doit s'arrêter de mastiquer.***

***En Suisse, il sera toujours à contre-temps. Il sera toujours tenu à l'écart. Son seul droit : travailler et se taire.***

***A travers des scènes vivantes et sarcastiques, il critique la xénophobie ambiante. Ce sont les contrôles de police, les négriers, les expulsions, la vie dans les algécos, les divisions entre les travailleurs immigrés de nationalités différentes.***

*Le film aborde de façon vivante les problèmes que rencontrent les immigrés italiens en Suisse.*

*Le rêve de Nino, c'est de pouvoir faire venir sa famille en Suisse et d'avoir un travail fixe. C'est un fait positif qu'un film destiné à un public large aborde ces problèmes. Surtout au moment où la comédie italienne se complait dans la peinture du sous-prolétariat comme c'est le cas dans «Affreux, sales et méchants» (un titre qui en dit long sur le contenu...)*

*«Pain et chocolat» est un film antiraciste. Il montre l'évolution d'un travailleur immigré en Suisse.*

*Au cours du film, Nino réagit successivement à diverses situations créées par le racisme et l'exploitation, Que ce sôit la division opérée par les patrons, le renvoi, l'expulsion beaucoup de situations rappellent Charlot.*

*Grâce à l'humour de Nino et du réalisateur le film évite le ton pleurnichard. A chaque fois un gag vient désarmer et on échappe au mélodrame.*

*Dans la scène d'expulsion ce n'est pas Nino qui est battu, mais c'est lui qui par ses farces tourne en dérision le policier qui l'accompagne.*

*Il menace d'uriner contre un pilier, d'un coup de pied dans une poubelle, il bafoue les règles de propriété suisses sous les regards affolés du flic et sous les rires de tout un train de ses compatriotes qui l'applaudissent.*

## *Les limites du film*

*Cependant le travailleur italien Nino va de déception en déception, il fuit sans cesse et sa fuite est sans issue.*

*En effet, il semble le seul à ressentir de façon consciente les problèmes des travailleurs immigrés. Pour les camarades de Nino, un air de guitare et tout semble oublié. La seule réaction face à la xénophobie, c'est Nino qui l'a. Il essaie d'abord de se teindre les cheveux en blond et de parler allemand. Peine perdue.*

*Nino semble étranger même au milieu des travailleurs immigrés italiens. L'auteur donne de ces travailleurs une image défaitiste.*

*Les travailleurs clandestins vivent dans un poulailler. Ils en viennent à imiter les poules.*

*Il sont surexploités, mais se consolent en regardant les enfants se baigner au soleil. eux sont blonds, eux sont beaux.*

*Cette opposition entre ceux qui sont beaux et qui se baignent dans un paysage splendide sur une musique de Wagner, et ceux qui sont sales, vivent dans un poulailler et chantent des chansons napolitaines, c'est une opposition de classe.*

*Parmi tous les Italiens immigrés, tous ne sont pas des travailleurs. Il y a aussi des patrons. L'un d'eux escroquera les économies de Nino. Il faut déplorer que la seule réaction soit la réaction individuelle de Nino.*

*Mais la condition des travailleurs immigrés n'était qu'un prétexte pour le cinéaste. «J'ai toujours parlé dans mes pièces comme dans mes films des outsiders, des gens exclus, déracinés, écartelés. J'ai pensé que la condition d'un travailleur immigré fournirait un bon point de départ pour faire un film populaire qui raconterait une fois de plus une histoire de solitude.»*

*Le film se termine sur une imge de Nino seul à l'entrée d'un tunnel, coincé entre la Suisse qui le rejette et l'Italie où il n'y a pas de travail*

*A l'inverse de ce qu'on pourrait croire, en sortant de ce film il y a une solution : la lutte qui unit, qui aide les travailleurs pour la conquête de leurs droits et de leur dignité.*



*Les travailleurs clandestins dans le poulailler*

*Témoignage*

# Jeunes musiciens face à la crise

De jeunes musiciens nous ont envoyé un long dossier sur les problèmes que rencontrent les musiciens pour étudier et pour travailler en système capitaliste. Nous ne pouvons en passer que des extraits. Nous réservons le reste pour une publication ultérieure en brochure.

De jeunes musiciens travaillant dans la musique classique se sont réunis dernièrement pour parler de leurs conditions de travail, des problèmes d'emploi, des luttes qu'ils mènent ou qu'ils auront à mener pour leurs droits fondamentaux. Ils ont accepté de faire part de leurs expériences à «L'Humanité rouge». (...)

*Après des études très sélectives des conservatoires qui entretiennent un esprit élitiste, un grand nombre de musiciens se retrouve au chômage. NDLR.*

### OU TRAVAILLER ?

A la fin des études, à la fin de la période d'illusions sur la «carrière» (pas pour tout le monde, car nombre d'entre nous ont été forcés de travailler très tôt, pendant nos études pour gagner notre vie), le jeune musicien doit chercher du travail et ce n'est pas chose facile.

Il y a d'abord quelques grands orchestres symphoniques à Paris comme l'orchestre de Paris, deux orchestres à la Radio, l'orchestre de l'Opéra, ainsi que diverses «associations» symphoniques comme «Pas-de-loup», «Lamoureux», «Colonne» (ces dernières n'étant pas salariées). Citons également l'orchestre de la «Garde républicaine», celui de la Sûreté nationale, et celui de l'armée de l'air.

En province, existent également un certain nombre d'orchestres comme à Strasbourg, Nantes, Lyon, Nice, Lille, etc.

Mais le nombre de places dans ces orchestres est très limité, et tout concours de recrutement pour une seule place attire des dizaines et jusqu'à une centaine de candidats. De plus, la plupart des concours sont truqués, les musiciens «pressentis» étant contactés d'avance par les directeurs d'orchestre. Des exemples de cela peuvent être vus actuellement dans certains concours à la radio où avant la publication non seulement de la date du concours mais du morceau à jouer, certains soi-disant candidats travaillent déjà depuis plusieurs mois les morceaux qui seront vraisemblablement imposés. (...)

### QUELS SONT NOS DROITS DANS LA PROFESSION

Tout d'abord, il faut savoir que les musiciens qui n'ont pas un poste fixe, c'est-à-dire une place dans un orchestre, ou dans un conservatoire, n'ont pas droit à la Sécurité sociale. La plupart des jeunes qui ne font que quelques «affaires» une fois de temps en temps n'ont pas droit à la Sécurité sociale car ces affaires ne sont dans l'ensemble pas déclarées par les employeurs. Ceux-ci économisent ainsi la part patronale de cotisations aux caisses de maladie, de congés et de retraite. On peut ainsi avoir travaillé de nombreuses années sans avoir ni congés payés ni le remboursement des frais médicaux ou d'hospitalisation. C'est une situation dramatique pour de nombreux «anciens» qui sont aujourd'hui réduits à la presque misère, les problèmes sont également cruciaux pour les jeunes.

Quant au droit d'inscription au chômage, il n'est, comme dans les autres professions, réservé qu'à ceux qui ont déjà travaillé. Comme la plupart des affaires ne sont pas déclarées, un musicien «cachetonneur» (travailleur au cachet) n'a pas droit au chômage. Il existe maintenant une caisse «congés spectacle» qui verse une fois par an au musicien un certain pourcentage des cachets qu'il a effectués dans l'année, sous forme de congés payés, mais une fois de plus, le nombre d'affaires déclaré à la caisse est minime. (...)

*Après avoir expliqué le statut précaire des professeurs dans les conservatoires municipaux, les auteurs du texte abordent maintenant le rôle des municipalités PCF. NDLR.*

Dans les municipalités PCF, l'établissement et l'ouverture de conservatoires répond bien souvent à une politique de prestige, pas au réel souci de servir sur le plan artistique et musical une population de travailleurs.

### LE ROLE DES CONSERVATOIRES MUNICIPAUX

Loin d'embaucher les professeurs les plus compétents, ils embauchent les plus diplômés ; loin de diffuser une culture populaire, ils investissent des dizaines de millions dans des laboratoires d'électroacoustique, pour faire de la musique contemporaine et concrète.

Qui, parmi les travailleurs de la ville de Pantin, utilise le studio d'électroacoustique ? Qui, parmi les travailleurs de Champigny, va aux concerts de musique contemporaine qui coûtent des fortunes et n'attirent que quelques membres de la petite-bourgeoisie et de l'intelligentsia parisienne ? (...)

Des procédés révoltants sont monnaie courante dans certains conservatoires. Les professeurs de certains conservatoires de municipalités PCF ont reçu des pétitions à signer pour le soutien et la réélection de la liste sortante. Dans d'autres villes, on les invite à participer à des meetings de soutien pour la municipalité. Ailleurs enfin, c'est le directeur en personne d'un conservatoire de municipalité PCF qui vient proposer aux professeurs de rejoindre en bloc une section CGT qui est en train de se constituer dans les conservatoires et écoles de musique. (...)

Quelles que soient les tentatives de récupération des professeurs, de la part des municipalités de tous bords, ceux-ci savent bien que ce sont les mairies qui sont leurs employeurs. Comme n'importe quel organisme de gestion de l'État capitaliste, la municipalité, avec son budget à elle, ses impôts locaux, sa gestion locale, se comporte comme n'importe quel autre employeur capitaliste.

*A Montreuil (banlieue de Paris), un bâtiment futuriste pour une poignée d'initiés.*




## La CGT des musiciens syndicat de cadres réactionnaires

*D'après tout ce que l'on vient de dire, on pourrait croire que la profession n'a pas de syndicat. Rien n'est plus faux. La CGT organise depuis de longues années les orchestres symphoniques, les musiciens de variétés, ceux qui enregistrent les séances de disques, en un mot les plus favorisés de la profession.*

*Les délégués syndicaux sont les plus cumulards bien souvent. S'ils s'emploient à faire grimper le tarif des enregistrements, à défendre dans une certaine mesure les avantages des musiciens en place, ils s'emploient également à barrer l'entrée de la profession aux femmes et certains d'entre eux d'ailleurs ne s'en cachent pas.*

*«Les femmes dans les orchestres, disait un syndiqué de l'Opéra, ça fait des histoires, ça fiche la foire et puis, tu comprends, il y a suffisamment peu de travail comme ça. Si les femmes s'y mettent, y en aura deux fois moins.». Un autre déclarait : «Moi, je trouve qu'il faut qu'elles restent à la maison à s'occuper des enfants.»*

*Inutile de dire que ces musiciens ne verraient pas leurs avantages disparaître d'un bon œil, leurs salaires atteignent parfois 2, 3 ou 4 millions par mois. Les maisons de disques elles, ont parfaitement compris l'utilisation qu'elles pouvaient faire de ce syndicat. Il leur arrive de téléphoner directement au syndicat pour recruter des musiciens en vue d'une séance d'enregistrement. Francis nous dit que lorsqu'il faisait des affaires, on lui avait conseillé de prendre sa carte au syndicat s'il voulait avoir du travail.*

### Un nouveau livre de Suzanne Bernard

# RENCONTRE AVEC UN PAYSAN FRANÇAIS REVOLUTIONNAIRE

Nous avons déjà dit tout le bien que nous pensions du premier essai littéraire produit en 1975 par Suzanne Bernard. «Le Temps des cigales» retraçait, de façon autobiographique, l'itinéraire tortueux d'une artiste issue de la petite-bourgeoisie jusqu'à sa découverte éblouissante de la pensée-maotsétoung.

L'auteur détenait déjà le mérite d'avoir tenté, la première en France, une critique de fond du fameux Manifeste d'Argenteuil par lequel le faux parti communiste français lança en direction de l'intelligentsia son programme ultra-révisionniste, ultra-opportuniste et ultra-bourgeois.




En nous offrant aujourd'hui sa «Rencontre avec un paysan révolutionnaire», Suzanne Bernard poursuit son avance vers le peuple authentique de notre pays, le peuple travailleur. Elle met sa plume «au service du prolétariat» en s'instruisant auprès de lui, comme l'indique fort justement la jacquette de présentation de son livre.

Il convient avant tout de retenir la méthode empruntée par elle pour parvenir à la réalisation concrète de ce livre.

Suzanne Bernard est allée vivre chez son personnage, dans sa famille. Elle est restée à la ferme suffisamment de temps pour parvenir à comprendre et aimer cette nombreuse famille de paysans, et aussi, car la terre ne suffit plus à nourrir toutes les bouches, d'ouvriers et employés. Elle a su écouter, regarder, attendre patiemment les souvenirs, les réflexions, et même les confidences d'Arthur et des siens.

## UN MILITANT COMMUNISTE

La méthode de Suzanne Bernard, qui a sans cesse recueilli les paroles d'Arthur avec son magnétophone, sur le terrain, dans les champs comme à la ferme nous paraît présenter un pas en avant fort concret vers la maîtrise d'une pratique prolétarienne dans la littérature.

Personnage central de cet ouvrage, Arthur est un petit paysan. Mais s'il ne travaille pas effectivement dans quelque grande usine, il n'en reste pas moins un allié très proche des prolétaires des grandes cités industrielles : Arthur, militant communiste depuis plusieurs décades, est en effet un paysan révolutionnaire. A l'opposé d'un révisionniste comme à l'opposé d'un gauchiste (au sens léniniste bien entendu). Or, la vérité historique actuelle n'est-elle pas que sans Arthur sans la masse des *«Arthur» qui composent la partie de* la paysannerie, la plus exploitée, il n'y aura jamais de *«révolution prolétarienne» possible ?*

Arthur, c'est aussi le bon sens populaire dans toute sa simplicité, et davantage encore, le bon sens prolétarien. Par exemple, quand il évoque la Résistance, il va directement à la dénonciation de son point le plus négatif : il n'y a pas de *«Parti»* pour la diriger correctement ; il entend par là souligner la nécessité d'un Parti marxiste-léniniste expérimenté, lié aux masses, reconnu par elles, capable de les conduire en obtenant d'elles l'indispensable discipline qui ouvre la voie des véritables victoires du peuple...

De fait, le chemin suivi par Arthur, sa biographie, jusqu'à la rupture, correspondent au processus suivi par le Parti communiste français qui devait devenir, d'abandons en abandons, l'actuel Parti bourgeois que l'on sait.

Quel vivant récit de vérité que la marche d'Arthur jusqu'à sa rencontre avec l'*«Humanité-nouvelle»* et le mouvement marxiste-léniniste. Quelle anecdote exaltante que celle de ce militant, encerclé un soir presque seul par une bande de révisionnistes qui veulent l'empêcher de coller ses affiches, nos affiches, et lui casser la figure, et qui, plus âgé que tous, leur fait face, expliquant la trahison du PCF, si bien que tous les jeunes du village sont venus l'aider à coller ses affiches.

## UN RECIT VIVANT

Le lecteur ne s'ennuie pas à lire... Non, plutôt, à écouter ce conteur prolétarien dont Suzanne Bernard a su recueillir l'intarissable sève, respectant son style et sa manière.

Si bien qu'une fois commencé, le livre est bientôt achevé, il n'a que 160 pages, et l'on voudrait bien continuer à l'entendre, ce camarade paysan qui s'avère être aussi un éducateur populaire auquel on accorde sa totale confiance.

D'ailleurs, ceux qui ont eu le privilège de l'entendre, Arthur, dans un de nos meetings, à Marseille, alors qu'il prenait la parole en public pour la première fois non sans émotion réelle, sont à la fois enthousiastes et critiques à l'égard de l'ouvrage de Suzanne Bernard. Enthousiastes car ils applaudissent à son initiative d'avoir *«donné la parole»* à Arthur ; critiques car ils savent évidemment que les souvenirs, les réflexions et les enseignements de leur camarade paysan Arthur pourraient remplir encore bien d'autres pages...

Jacques Jurquet





### Déchets nucléaires

# La vitrification n'est pas au point

Parmi les multiples risques que présente l'utilisation de l'énergie nucléaire par le capital monopoleur, l'un des plus importants concerne l'élimination des déchets radio-actifs.

Bien que le problème n'ait pu être encore résolu, le gouvernement et les monopoles de l'électro-nucléaire ont pris la décision de développer sur une grande échelle les centrales nucléaires : en 1987, c'est près de 40 centrales qui seront éparpillées sur le territoire français. Cela fera beaucoup de déchets radio-actifs. Officiellment, le rapport d'Ornano estime que la vitrification des déchets est au point. Les chercheurs, eux, ne sont pas d'accord...

La vitrification des déchets radio-actifs consiste à incorporer ces déchets à de la silice en verre. L'efficacité réelle de ce procédé demeure, malgré plus de quinze années d'expérimentation, toute théorique.

L'idée de la vitrification vient de l'observation d'un phénomène naturel : ce sont des roches cristallines, c'est-à-dire des roches qui ont subi une sorte de vitrification naturelle, qui sont les plus stables.

Là où le bât blesse, c'est qu'on ignore les effets réels d'une radio-activité importante sur de telles roches, de même que sur du verre naturel. Les réservoirs à déchets en verre que l'on prévoit seront soumis nécessairement à une forte radioactivité : celle-ci a la propriété de transmuer certains éléments qui constituent le verre.

Mais comment et sur quelle période ? Voilà ce qu'on ignore encore.

Bien sûr, des procédés divers ont été utilisés pour simuler le vieillissement du verre au bout de quelques milliers d'années, mais il a été impossible aux scientifiques de reproduire les effets de la radio-activité qui irradiait le verre «de l'intérieur» sur une période suffisamment longue et surtout selon les quantités de cendres radio-actives incorporées. Deux choses pourtant semblent acquises :

– Un des éléments du rayonnement radio-actif, les particules alpha donnent naissance à un gaz, l'hélium, qui se mettrait donc à exercer une pression interne au verre et le rendrait fragile.

– D'autre part, les processus intenses qui se dérouleraient dans les verres à déchets, s'accompagneraient d'un fort dégagement de chaleur. Celle-ci fondrait les blocs de verre ou les cristalliseraient. Dans les deux cas cela aboutirait à l'«évasion» de matière radio-active. Il faudrait donc refroidir en permanence les blocs de verre, et cela pendant deux années...

On voit sur quoi repose l'optimisme officiel !

Ce n'est pas tout... toutes les expériences en cours ont lieu sur la base des déchets produits par des centrales nucléaires utilisant une filière aujourd'hui abandonnée par EDF. Les déchets des nouvelles centrales seront beaucoup plus radio-actifs...

Actuellement, c'est l'usine de La Hague qui traite l'ensemble des déchets radio-actifs de la France et bientôt d'une partie de l'Europe : le déchets les plus «actifs» sont stockés sous forme concentrée et liquide dans des cuves en acier inoxydable où ils sont en permanence surveillés, brassés et refroidis.

Le danger d'une fuite existe en permanence. Et surtout le Commissariat à l'énergie atomique lui-même considère que la solution actuellement adoptée ne pourra dépasser 10 à 20 ans. A ce moment-là les réservoirs usagés deviendront inutilisables.

*Les centrales nucléaires et les sites prospectés pour la réalisation du projet gouvernemental.*

## Qu'est-ce que la radioactivité ?

**La radioactivité alpha** : la particule émise (particule alpha) est elle-même un petit noyau formé de deux protons et de deux neutrons. Une particule alpha est arrêtée par quelques centimètres d'air ou quelques centièmes de millimètres de plomb.

**La radioactivité bêta** : la particule émise est un électron (particule bêta). Une particule est arrêtée par quelques mètres d'air ou quelques millimètres de plomb.

**La radioactivité gamma** : la particule émise (particule ou rayonnement gamma) est un grain d'énergie, le photon, qui est de même nature que les grains d'énergie de la lumière ou des rayons X, mais avec une énergie plus grande. Un rayonnement gamma parcourra plusieurs dizaines ou centaines de mètres dans l'air et quelques centimètres dans le plomb : il est très «pénétrant».

Il y a **irradiation** lorsqu'un individu est soumis à des rayonnements émis par une source extérieure : source radioactive (pour utilisation médicale par exemple), réacteur à projection insuffisante, explosion d'une bombe nucléaire.

La **contamination** signifie qu'il y a dépôt de substance radioactive sur les vêtements ou le corps d'un individu (contamination externe) ou qu'il y a ingestion ou inhalation de substances radioactives qui pénètrent dans l'organisme (contamination interne). Seules les particules suffisamment pénétrantes peuvent agir par irradiation : ce sont les gamma qui sont alors le plus à craindre. Par contre les émetteurs alpha sont extrêmement dangereux s'ils se fixent dans l'organisme (cas du plutonium par exemple).

# VIVE LA COMMUNE



La veille, une pluie glaciale s'était abattue sur la capitale : elle n'avait pas entamé la détermination et la vigilance du prolétariat parisien. L'ordre d'arrêter les estafettes du général traitre Trochu avait été scrupuleusement exécuté.

La saisie des messages avait permis aux chefs révolutionnaires d'organiser la défensive. Tour à tour, les colonnes ennemies qui avaient pour mission de reprendre les canons dont s'était emparé le peuple en armes pour les tourner contre l'envahisseur, avaient été stoppées.

Mieux, des soldats s'étaient rebellés et avaient fusillé les généraux Clément et Thomas. Enfin, la place Pigalle avait été le lieu d'un affrontement victorieux. Thiers avait préféré s'enfuir.

Comme pour célébrer ces premières victoires, ce matin du 19 mars, «le soleil s'est fait communard». Un magnifique drapeau rouge flotte sur l'Hôtel de Ville . Peu à peu, plus de 20 000 Gardes nationaux viennent installer leurs faisceaux sur la place, «miches de pain plantées au sommet des baïonnettes». On les reconnait, on les nomme, on s'enthousiasme à chaque arrivée nouvelle.

Voici les durs-à-cuire de la Mouffetard qui, place Dauphine, ont occupé la Préfecture ; les Bellevillois, descendus de leur fière colline et escortant les fameux canons : au passage, ils se sont unis aux menuisiers du faubourg Saint-Antoine et leur longue colonne s'avance calmement, en force puissante et calme, rue de Rivoli. D'autres encore sont venus de plus loin : de ce côté, les ferrailleurs de la porte Clignancourt, de l'autre les teinturiers de la vallée de la Bièvre.

A l'intérieur du Palais municipal, sous les lambris dorés du faste impérial, une poignée d'hommes vêtus de grosses redingotes, sans aucun galon, sans aucune épaulette, les traits creusés par la fatigue, mais le regard brillant.

La veille encore, quand ils se sont réunis pour la première fois au complet, rue Basfroi, ils ne se connaissaient pas. Et lorsqu'ils prenaient la parole, ils donnaient brièvement leur nom, le faisant suivre de celui de leur «village», c'est-à-dire de leur quartier. Ils ne cherchent pas la gloire, ce ne sont ni des avocats, ni des médecins, ni des généraux. Hommes du peuple, choisis par le peuple dans la lutte, ils veulent rester du peuple, et ils sont terriblement efficaces. Pas de discours du haut d'un balcon, des décisions rapides, rapidement suivies.

D'abord rassurer la population : en quelques heures, Paris est couvert d'affiches. Demain, les magasins ouvriront normalement, les transports seront assurés, le travail reprendra. En même temps, il faut consolider la victoire du 18 ; des foyers réactionnaires subsistent. Il faut les isoler, puis les éliminer. Le triangle Bastille-Buttes-Chaumont-Hôtel de Ville est stratégique. Sa défense sera assurée en permanence. Paris est doté de portes : elles seront gardées et fortifiées.

Mais le Comité central de la Garde nationale tient son pouvoir du peuple, dans des circonstances exceptionnelles. C'est au peuple de décider de son sort : des élections sont donc prévues, pas dans 6 mois, pas dans un mois : dans une semaine. L'apprentissage a été fait d'une forme de démocratie directe, en partant d'assemblées populaires de quartier. Pour la première fois les ouvriers, les petits artisans ont pu, non seulement s'exprimer, mais déterminer leur destin.

Désormais, le prolétariat saura qu'il peut vaincre lorsqu'il veut vaincre. Il prendra conscience qu'il faut que VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT.